ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 19 avril 1966, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière", a donné le 12 juillet 1966 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 19e april 1966 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot coördinatie van de wetten betreffende de politie over het wegverkeer", heeft de 12e juli 1966 het volgend advies gegeven :

Le projet soumis à l'avis du Conseil d'Etat a pour objet, conformément à l'article 11 de la loi du 1er août 1963, de réaliser la coordination de la loi du 1er août 1899 portant revision de la législation et des règlements sur la police du roulage et des lois qui l'ont ultérieurement modifiée.

Ce projet soulève plusieurs observations :

1° Le Gouvernement fait figurer dans la coordination des dispositions à caractère temporaire ou qui ont épuisé leurs effets :

a) le § 2 de l'article 1er ter, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 2 de la loi du 1er août 1963, est repris dans l'article 21 du projet du Gouvernement;

b) l'article 8, § 1er, 1° et 2°, de la loi du 1er août 1899, remplacé par l'article 10 de la loi du 15 avril 1964, est repris dans l'article 60;

c) l'article 12 de la loi du 1er août 1963 est repris dans l'article 26.

2° L'article 4bis, alinéa 2, de la loi du 1er août 1899 ne se retrouve pas complètement dans le projet de coordination du Gouvernement.

Cet article dispose :

.../...

"Celui qui, sans motif légitime, refuse de se prêter au prélèvement est puni des peines prévues aux articles 2-3 et 2-7, § 2, 2°".

Ces peines sont les suivantes :

- articles 2-3 : emprisonnement de huit jours à un mois et amende de 26 francs à 100 francs (ou l'une de ces peines seulement);
- article 2-7, § 2, 2° : déchéance du droit de conduire pour une durée de huit jours au moins et de six mois au plus.

L'article 32, § 2, 1°, du projet de coordination punit celui qui, sans motif légitime, refuse de se prêter au prélèvement sanguin, des peines prévues au § 1er de cet article, c'est-à-dire des peines prévues à l'article 2-3 de la loi.

Le projet ne reprend pas - ni dans l'article 32, ni dans l'article 36 qui est relatif à la déchéance - la disposition de la loi qui permet au juge de déchoir du droit de conduire, pour une durée de huit jours au moins et de six mois au plus, celui qui se refuse, sans motif légitime, au prélèvement. La référence qui est faite, dans l'article 4bis, alinéa 2, de la loi, à l'article 2-7, § 2, 2°, a été omise dans le projet du Gouvernement.

.../...

3° Le texte établi par le Gouvernement ne permet pas toujours de retrouver la disposition originelle, avec certitude et rapidité; les indications données à cet égard par le projet sont souvent incomplètes. Elles sont au surplus unilingues, ce qui n'est pas conforme au prescrit de l'article 47 de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative.

4° Les modifications apportées à la version néerlandaise des textes n'ont pas toujours pour seul objectif d'assurer une terminologie uniforme et dès lors excèdent le pouvoir de coordination conféré au Roi par l'article 11 de la loi précitée du 1er août 1963.

5° Les dispositions reprises dans le projet ne sont pas toujours présentées dans l'ordre le plus logique.

Pour ces diverses raisons, le Conseil d'Etat est amené à présenter un nouveau projet de coordination, qui tient compte cependant, dans toute la mesure estimée possible, du texte du Gouvernement. Ce projet a été établi selon les principes suivants :

1° Le texte proposé ne constitue pas une simple mise à jour de la loi originelle telle qu'elle a été modifiée par des lois ultérieures et telle qu'elle figure dans les Codes usuels. Afin de constituer un tout harmonieux, les dispositions des lois à coordonner ont été reprises dans un ordre logique, indiqué au plan formant l'annexe I de la coordination.

.../...

Pour permettre de retrouver sans difficulté l'origine des textes repris dans la coordination et de vérifier leur conformité au texte originel, des notes de bas de page indiquent pour chaque article la disposition qu'il reproduit et, éventuellement, les modifications qu'elle a subies.

En outre, une table de concordance indiquant pour chaque disposition originelle la place où elle figure dans la coordination a été annexée à celle-ci (annexe III).

2° Bien que, pris à la lettre, l'article 11 de la loi du 1er août 1963 ne permette au Roi que de modifier l'ordre et la numérotation des articles et de les grouper "en sections et chapitres", il a paru utile de recourir aussi à la division du texte en titres. Dans une interprétation raisonnable de l'article 11 précité, cette pratique n'excède certainement pas les pouvoirs accordés au Roi.

Par ailleurs, certaines subdivisions du texte proposé par le Gouvernement ont, à la demande expresse du fonctionnaire délégué, été maintenues dans le texte du Conseil d'Etat bien qu'elles ne lui aient pas toutes paru également utiles.

3° Conformément à une pratique à laquelle il n'a été dérogé que dans des cas très rares et pour des raisons exceptionnelles, certains textes, tels que les dispositions abrogatoires ou transitoires et celles qui fixent la date de l'entrée en vigueur de certaines

.../...

lois modificatives n'ont pas été repris dans la coordination; n'étant cependant pas totalement dépourvues d'utilité pour les praticiens, ces dispositions ont été reprises dans une annexe à la coordination (annexe II).

A cet égard, l'on observera que le § 2 de l'article 8 de la loi du 1er août 1899, remplacé par l'article 10 de la loi du 15 août 1964, qui paraît une disposition abrogatoire a, en réalité, une autre portée. Il a pour objet, en modifiant le champ d'application des décrets des 14 et 22 décembre 1789 et 24 août 1790, d'apporter des restrictions aux attributions des autorités communales. Il a, en conséquence, été repris dans la coordination, dont il forme l'article 5.

En revanche, l'article 2-13 de la loi du 1er août 1899, y inséré par la loi du 15 avril 1958 n'a pas été repris dans la coordination. Cet article, qui excluait la déchéance du droit de conduire de l'application de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 établissant la libération conditionnelle dans le système pénal, a été abrogé implicitement : a) par l'abrogation dudit article 9, édictée par l'article 20, § 1er, de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation; b) par l'effet de l'article 20, § 2, de la même loi qui permet l'application de la condamnation avec sursis aux peines qui, avant l'entrée en vigueur de cette loi, ne pouvaient en vertu de lois particulières, être prononcées avec sursis.

.../...

De même l'article 12 de la loi du 1er août 1963 qui est relatif aux mesures que le Roi prendra pour assurer l'entrée en vigueur progressive des articles 1er et 2 de cette loi, a une portée limitée dans le temps et n'a donc été repris que dans l'annexe II.

4° Le texte proposé par le Conseil d'Etat respecte la version néerlandaise légale des dispositions qui y sont reprises; le Roi, en effet, n'a reçu le pouvoir de modifier la rédaction des textes à coordonner que pour assurer une terminologie uniforme. Même dans les cas où un souci d'uniformité aurait justifié une modification de la terminologie, les textes ont été repris tels qu'ils ont été publiés au Moniteur belge, lorsque l'unification aurait impliqué un choix entre différents termes utilisés dans ces textes et également en usage dans le vocabulaire juridique. Ainsi aux articles 26, 37, 53 et 59 de la coordination proposée, le Conseil d'Etat a maintenu le mot "verordening" qui figure dans le texte légal, bien que dans d'autres dispositions également reprises dans la coordination c'est le mot "règlement" que le législateur a utilisé. Des lois récentes employant en néerlandais, le mot "reglement" et d'autres textes aussi récents - tels que le Code pénal (Loi du 10 juillet 1964), ainsi d'ailleurs que le projet de version néerlandaise de la Constitution utilisant le mot "verordening" (Doc. Chambre ... articles 67 et 107 de la Constitution) - le Conseil d'Etat a estimé qu'il appartient au Gouvernement d'apprécier s'il convient d'unifier la terminologie sur ce point et, le cas échéant, de choisir lui-même le terme qui lui paraîtra le plus adéquat.

+

+ + .../...

L'article 11 du texte proposé par le Conseil d'Etat appelle l'explication suivante :

Bien que, conformément à la volonté du législateur, l'intitulé de la coordination emploie le mot "loi" au singulier, dans le texte de l'article 11 et des autres articles où la disposition originelle emploie les mots "la présente loi", ces mots ont été remplacés par les mots "les présentes lois coordonnées", afin d'éviter toute incertitude quant au texte auquel il est fait référence.

Article 28.

L'article 2-3 de la loi du 1er août 1899, auquel correspond l'article 28 de la coordination, se réfère, dans son alinéa 2, à l'article 4bis de la loi de 1899.

Dans la coordination proposée, cette référence a été remplacée par la référence à l'article 54 du texte coordonné. Cet article ne reprend toutefois que l'article 4bis, alinéa 1er.

L'alinéa 2 de l'article 4bis de la loi de 1899, devenu l'article 36 du texte coordonné, est sans application dans la matière reprise à l'article 28 de la coordination.

.../...

Article 55.

L'article 55 de la coordination reprend l'article 4ter, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 4 de la loi du 15 avril 1958.

L'article originel se référait au prélèvement sanguin prévu par "l'article précédent". La référence à l'article 54, faite par le texte coordonné, ne reprend que l'article 4bis, alinéa 1er, originel.

En effet, la référence à l'article 4bis, alinéa 2 (repris sous l'article 36) serait sans objet.

Het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp strekt, overeenkomstig artikel 11 van de wet van 1 augustus 1963, tot het coördineren van de wet van 1 augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het vervoer en van de wetten die ze later hebben gewijzigd.

Bij het ontwerp zijn verscheidene opmerkingen te maken :

1° De Regering neemt in de coördinatie bepalingen op die slechts tijdelijk zijn of geen uitwerking meer hebben :

a) paragraaf 2 van artikel 1ter, in de wet van 1 augustus 1899 ingevoegd door artikel 2 van de wet van 1 augustus 1963, is opgenomen in artikel 21 van het Regeringsontwerp ;

b) artikel 8, § 1, 1° en 2°, van de wet van 1 augustus 1899, vervangen bij artikel 10 van de wet van 15 april 1964, is opgenomen in artikel 60 ;

c) artikel 12 van de wet van 1 augustus 1963 is opgenomen in artikel 26.

2° Artikel 4bis, tweede lid, van de wet van 1 augustus 1899 staat niet meer volledig in het coördinatie-ontwerp van de Regering.

Dat artikel bepaalt :

.../...

"Hij die zonder wettige reden weigert de bloedproef te laten verrichten, wordt gestraft met de in artikelen 2-3 en 2-7, § 2, 2°, bepaalde straffen".

Die straffen zijn :

- artikel 2-3 : gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en geldboete van 26 frank tot 100 frank (of een van die straffen alleen) ;

- artikel 2-7, § 2, 2° : verval van het recht tot sturen voor een duur van ten minste acht dagen en ten hoogste zes maanden.

Artikel 32, § 2, 1°, van het coördinatie-ontwerp straft degene die zonder wettige reden weigert de bloedproef te laten verrichten, met de straffen bepaald in § 1 van dat artikel, dit wil zeggen met de straffen bepaald in artikel 2-3 van de wet.

Noch in artikel 32, noch in artikel 36 dat betrekking heeft op het verval, neemt het ontwerp de bepaling van de wet op krachtens welke de rechter, voor een duur van ten minste acht dagen en ten hoogste zes maanden, van het recht tot sturen vervallen kan verklaren degene die zonder wettige reden weigert de bloedproef te laten verrichten. De verwijzing in artikel 4bis, tweede lid, van de wet, naar artikel 2-7, § 2, 2°, is in het Regeringsontwerp achterwege gebleven.

.../...

3° Aan de hand van de door de Regering opgemaakte tekst is het niet altijd mogelijk de oorspronkelijke bepaling zeker en spoedig terug te vinden ; de gegevens welke het ontwerp in dat opzicht verstrekt, zijn vaak onvolledig. Zij zijn ook eentalig, wat niet strookt met het voorschrift van artikel 47 van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

4° De in de Nederlandse versie van de teksten aangebrachte wijzigingen hebben niet steeds uitsluitend tot doel te zorgen voor eenvormigheid in de terminologie en treden bijgevolg buiten de coördinatie-bevoegdheid welke artikel 11 van eerdervermelde wet van 1 augustus 1963 aan de Koning heeft verleend.

5° De in het ontwerp opgenomen bepalingen zijn niet steeds volkomen logisch ingedeeld.

Om al deze redenen is de Raad van State genoopt een nieuw coördinatie-ontwerp voor te stellen dat, voor zover dit mogelijk wordt geacht, met de tekst van de Regering rekening houdt. Dat ontwerp is opgemaakt volgens de volgende beginselen :

1° De voorgestelde tekst is niet zo maar een bijwerking van de oorspronkelijke wet zoals die door latere wetten is gewijzigd en zoals zij in de gebruikelijke wetboeken voorkomt. Ten einde een harmonisch geheel te vormen, zijn de bepalingen van de te coördineren wetten opgenomen in een logische volgorde zoals opgegeven in het plan dat bijlage I van de coördinatie vormt.

.../...

Opdat zonder moeilijkheden kan worden teruggegaan naar de oorsprong van de in de coördinatie opgenomen teksten en opdat kan worden nagegaan of zij met de oorspronkelijke tekst overeenstemmen, geven voetnoten voor elk artikel de overgenomen bepaling en, eventueel, de daarin aangebrachte wijzigingen.

Bovendien is bij de coördinatie een concordantietabel gevoegd die voor elke oorspronkelijke bepaling aangeeft op welke plaats zij in de coördinatie staat (bijlage III).

2° Ofschoon artikel 11 van de wet van 1 augustus 1963, naar de letter opgevat, de Koning er alleen toe machtigt de volgorde en de nummering der artikelen te wijzigen en ze "in afdelingen en hoofdstukken" te groeperen, is het nuttig gebleken de tekst ook in titels onder te verdelen. Volgens een redelijke uitlegging van artikel 11, reikt dit zeker niet buiten 's Konings bevoegdheid.

Voorts heeft de Raad van State een aantal onderverdelingen van de Regeringstekst, op uitdrukkelijk verzoek van de gemachtigde ambtenaar, toch behouden, al leken die hem niet alle even nuttig.

3° Overeenkomstig een gebruik waarvan slechts zeer zelden en bij hoge uitzondering is afgeweken, zijn sommige teksten als opheffings- en overgangsbepalingen en bepalingen tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van sommige wijzigingswetten, niet in de coördinatie opgenomen; omdat zij dan toch voor de beoefenaars van het verkeersrecht enig nut opleveren, zijn zij in een bijlage van de coördinatie opgenomen (bijlage II).

.../...

Maar § 2 van artikel 8 van de wet van 1 augustus 1899, vervangen bij artikel 10 van de wet van 15 augustus 1964, die een opheffingsbepaling lijkt te zijn, heeft in feite een andere strekking. Zij heeft tot doel, door een wijziging van de werkingssfeer van de decreten van 14 en 22 december 1789 en 24 augustus 1790, beperkingen te stellen aan de ambtsbevoegdheden van de gemeente-overheden. Daarom is zij als artikel 5 in de coördinatie opgenomen.

Dit is niet het geval met artikel 2-13 van de wet van 1 augustus 1899, aldaar ingevoegd bij de wet van 15 april 1958. Dat artikel, hetwelk bepaalde dat artikel 9 van de wet van 31 mei 1888 waarbij de voorwaardelijke invrijheidstelling in het strafstelsel wordt ingevoerd, niet van toepassing was op het verval van het recht tot sturen, is stilzwijgend opgeheven : a) door de opheffing van dat artikel 9 krachtens artikel 20, § 1, van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie; b) door de werking van artikel 20, § 2, van dezelfde wet krachtens hetwelk de veroordeling met uitstel kan worden toegepast op straffen die, vóór de inwerkingtreding van die wet, ingevolge bijzondere wetten niet met uitstel mochten worden uitgesproken.

.../...

Ook artikel 12 van de wet van 1 augustus 1963, dat betrekking heeft op de maatregelen welke de Koning zal nemen om de artikelen 1 en 2 van die wet geleidelijk in werking te stellen, heeft een in de tijd beperkte strekking en is dus alleen in bijlage II opgenomen.

4° De door de Raad van State voorgestelde tekst neemt de rechtsgeldige Nederlandse versie van de daarin opgenomen bepalingen in acht ; de Koning mag immers de redactie van de te coördineren teksten alleen wijzigen om een eenvormige terminologie tot stand te brengen. Zelfs daar waar een streven naar eenheid verandering in de terminologie had kunnen wettigen, zijn de teksten zomaar ontleend aan het Belgisch Staatsblad, omdat dit een keuze had verondersteld tussen gelijkelijk gangbare rechtstermen.

Zo heeft de Raad van State in de artikelen 26, 37, 53 en 59 van de voorgestelde coördinatie, het woord "verordening" behouden dat in de wettekst staat, ook al heeft de wetgever in andere, eveneens in de coördinatie opgenomen bepalingen, het woord "reglement" gebruikt.

.../...

Recente wetten gebruiken in het Nederlands het woord "reglement", en andere even recente teksten - zoals het Strafwetboek (wet van 10 juli 1964), en trouwens ook het ontwerp van Nederlandse tekst van de Grondwet werken met "verordening" (gedr.st. Kamer van Volksvert., ... artikelen 67 en 107 van de Grondwet). De Raad van State heeft geoordeeld dat het zaak is van de Regering, te oordelen of eenheid van terminologie op dit punt vereist is en, in voorkomend geval, zelf de beste term te kiezen.

+

\+ +

Artikel 11 van de door de Raad van State voorgestelde tekst behoeft enige toelichting :

Ofschoon het opschrift van de coördinatie, overeenkomstig de wil van de wetgever, het woord "wet" in het enkelvoud gebruikt, in artikel 11 en in de overige artikelen waar in de oorspronkelijke bepaling "deze wet" staat, zijn die woorden vervangen door "deze gecoördineerde wetten", opdat er geen onzekerheid kan zijn over de tekst waarnaar wordt verwezen .

.../...

Artikel 28.

Artikel 2-3 van de wet van 1 augustus 1899, waarmede artikel 28 van de coördinatie overeenstemt, verwijst in het tweede lid naar artikel 4bis van de wet van 1899.

In de voorgestelde coördinatie is die verwijzing vervangen door de verwijzing naar artikel 54 van de gecoördineerde tekst. Dat artikel neemt echter alleen artikel 4bis, eerste lid, over.

Het tweede lid van artikel 4bis van de wet van 1899, dat artikel 36 van de gecoördineerde tekst is geworden, is zonder toepassing op de stof van artikel 28 van de coördinatie.

Artikel 55.

Artikel 55 van de coördinatie neemt artikel 4ter over, dat in de wet van 1 augustus 1899 is ingevoegd bij artikel 4 van de wet van 15 april 1958.

.../...

Het oorspronkelijk artikel verwees naar "de in het vorige artikel" bedoelde bloedproef. De door de gecoördineerde tekst gemaakte verwijzing naar artikel 54, neemt alleen het oorspronkelijke artikel 4bis, eerste lid, over.

De verwijzing naar artikel 4bis, tweede lid (overgenomen in artikel 36) zou immers geen nut hebben.

TEXTE DE L'ARRETE DE COORDINATION
DE LA COORDINATION ET DES ANNEXES
A LA COORDINATION.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

TEKST VAN HET COORDINATIEBESLUIT
VAN DE COORDINATIE EN VAN DEZER
BIJLAGEN.

ARRETE ROYAL PORTANT COORDINATION DES LOIS RELATIVES A LA POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE.

- - - - - - - - - - - - - - - - - -

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 1er août 1963 relative au permis de conduire des conducteurs de véhicules automoteurs et modifiant la loi du 1er août 1899 portant revision de la législation et des règlements sur la police du roulage, l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse et la loi du 1er juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, notamment l'article 11 qui dispose comme suit :

"Article 11. Le Roi est autorisé à coordonner les dispositions de la loi du 1er août 1899 portant revision de la législation et des règlements sur la police du roulage avec les modifications expresses ou implicites que cette loi a ou aura subies au moment où la coordination sera réalisée.

A cette fin, il peut :

1° modifier l'ordre et la numérotation des articles et les grouper en sections et chapitres ;

2° modifier les références contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec la numérotation nouvelle ;

3° modifier la rédaction en vue d'assurer une terminologie uniforme.

La coordination portera l'intitulé suivant :

"Loi relative à la police de la circulation routière".

Vu l'avis du Conseil d'Etat ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications, de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre de l'Agriculture, de Notre Ministre des Travaux publics, de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

./..

Article 1er.

Sont coordonnées conformément au texte annexé au présent arrêté, les dispositions encore en vigueur :

1° de la loi du 1er août 1899 portant revision de la législation et des règlements sur la police du roulage ;

2° du chapitre II de la loi du 15 avril 1958 modifiant le Code d'instruction criminelle, la loi du 1er août 1899 portant revision de la législation et des règlements sur la police du roulage et l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse ;

3° des articles 1er à 8, 11 et 12 de la loi du 1er août 1963 relative au permis de conduire des conducteurs de véhicules automoteurs et modifiant la loi du 1er août 1899 portant revision de la législation et des règlements sur la police du roulage, l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse et la loi du 1er juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ;

4° de la loi du 15 avril 1964 modifiant la loi du 1er août 1899 portant revision de la législation et des règlements sur la police du roulage.

Article 2.

Notre Ministre des Communications, Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre de l'Agriculture, Notre Ministre des Travaux publics, Notre Ministre des Finances, Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Défense nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à

PAR LE ROI :

Le Ministre des Communications,

A. BERTRAND

Le Ministre de la Justice,

P. WIGNY

Le Ministre de l'Agriculture,

Ch. HEGER

Le Ministre des Travaux publics,

J. DE SAEGER.

Le Ministre des Finances,

R. HENRION.

Le Ministre de l'Intérieur,

H. VANDERPOORTEN.

Le Ministre de la Défense nationale,

Ch. POSWICK.

Loi relative à la police de la circulation routière.

TITRE PREMIER.

Réglementation.

CHAPITRE PREMIER.

Règlements généraux.

Article 1er.

Le Roi arrête les règlements généraux ayant pour objet la police de la circulation routière des piétons, des moyens de transport par terre et des animaux, ainsi que des moyens de transport par fer empruntant la voie publique.

Ces règlements peuvent prévoir la perception de redevances, dont ils déterminent le taux, en vue de couvrir en tout ou en partie les frais d'administration, de contrôle ou de surveillance résultant de l'application des dispositions réglementaires relatives à l'immatriculation des véhicules automoteurs autres que les cyclomoteurs.

CHAPITRE II.

Règlements complémentaires.

Article 2.

Le Ministre des Travaux publics, le Ministre ayant la circulation routière dans ses attributions, le Ministre de l'Agriculture et le Ministre de la Défense nationale, arrêtent respectivement les règlements complémentaires relatifs :

./..

Article 1er : article 1er, § 1er, de la loi du 1er août 1899, modifié par l'article 1er de la loi du 15 avril 1964.

Article 2 : article 1er, § 3, alinéas 1er à 5, de la loi du 1er août 1899, modifié par l'article 1er de la loi du 15 avril 1964.

1° aux voies publiques faisant partie de la grande voirie de l'Etat et aux carrefours dont une de ces voies publiques fait partie ;

2° à la détermination des agglomérations prévues au règlement général sur la police de la circulation routière, lorsque cette détermination englobe plusieurs communes ;

3° aux routes et chemins forestiers de l'Etat ouverts à la circulation publique ;

4° aux routes militaires ouvertes à la circulation publique.

Ces règlements sont arrêtés après avis des conseils communaux intéressés ou, lorsqu'il s'agit de communes faisant partie d'ensembles de communes visés à l'article 4, alinéa 1er, après avis des commissions consultatives intéressées.

A défaut de réception de cet avis dans un délai de soixante jours à dater de la demande, le Ministre compétent peut arrêter d'office le règlement.

Les conseils communaux arrêtent les règlements complémentaires visés à l'alinéa 1er, si le Ministre compétent s'est abstenu de les prendre. Ces règlements sont soumis à son approbation, après avis des commissions consultatives intéressées s'il s'agit de communes faisant partie d'ensembles de communes visés à l'article 4, alinéa 1er.

Si les commissions consultatives n'ont pas donné leur avis dans les soixante jours de la réception du règlement complémentaire, les conseils communaux peuvent en saisir directement le Ministre. Si le Ministre ne s'est pas prononcé dans les soixante jours de la réception du règlement complémentaire ou, s'il y a lieu, de l'avis de la commission consultative, le règlement peut être mis en vigueur.

./..

A l'alinéa 2, la référence "au § 2, alinéa 3" est remplacée par la référence "à l'article 4, alinéa 1er".

A l'alinéa 4, la référence "au § 2, alinéa 3" est remplacée par la référence "à l'article 4, alinéa 1er".

Article 3.

Sous réserve des articles 2 et 12, les conseils communaux arrêtent les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques situées sur le territoire de leur commune. Ces règlements sont soumis à l'approbation du Ministre ayant la circulation routière dans ses attributions, après avis des commissions consultatives intéressées, créées en application de l'article 4, alinéas 1er et 2.

Si les commissions consultatives n'ont pas donné leur avis dans les soixante jours de la réception du règlement complémentaire, les conseils communaux peuvent en saisir directement le Ministre. Si le Ministre ne s'est pas prononcé dans les soixante jours de la réception du règlement complémentaire ou, s'il y a lieu, de l'avis de la commission consultative, le règlement peut être mis en vigueur.

Article 4.

Le Roi peut créer, pour des ensembles de communes qu'il détermine, des commissions consultatives chargées de donner des avis sur les problèmes de la circulation et du stationnement des véhicules dans ces ensembles.

Ces commissions sont composées des bourgmestres intéressés ou de leurs délégués et des représentants du Ministre des Travaux publics, du Ministre de l'Intérieur et du Ministre ayant la circulation routière dans ses attributions.

Les commissions consultatives peuvent instituer un secrétariat permanent dont les frais de fonctionnement sont mis à charge des communes dans les conditions déterminées par le Roi, après avis de la commission intéressée.

Le Roi est autorisé à créer une commission nationale chargée de coordonner l'action des commissions consultatives. Il en arrête la composition et les modalités de fonctionnement. Les représentants des commissions consultatives y siègent en majorité.

./..

Article 3 : article 1er, § 2, alinéas 1er et 2, de la loi du 1er août 1899, modifié par l'article 1er de la loi du 15 avril 1964.

A l'alinéa 1er, la référence "du § 3" est remplacée par la référence "des articles 2 et 12".

Au même alinéa, la référence "des alinéas 3 et 4" est remplacée par la référence "de l'article 4, alinéas 1er et 2".

Article 4 : article 1er, § 2, alinéas 3, 4, 5 et 6 de la loi du 1er août 1899, modifié par l'article 1er de la loi du 15 avril 1964.

Article 5.

En tant qu'elle s'applique à des situations permanentes ou périodiques, la police de la circulation routière est soustraite aux dispositions des décrets du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités, du 22 décembre 1789 relatif à la constitution des assemblées primaires et des assemblées administratives et des 16 et 24 août 1790 sur l'organisation judiciaire.

Article 6.

Le Ministre des Finances et le Ministre ayant la circulation routière dans ses attributions peuvent arrêter, de commun accord, des règlements complémentaires relatifs à la signalisation routière des bureaux des douanes, des succursales des bureaux des douanes et des autres offices de perception situés à la frontière ainsi que des postes de contrôle établis dans la zone de surveillance douanière le long de la frontière.

Article 7.

Les conseils provinciaux ne peuvent faire de règlements complémentaires ayant pour objet la police de la circulation routière.

Article 8.

Le Roi peut charger :

1° les gouverneurs de province, de régler le roulage sur toutes les routes en temps de dégel et de délivrer, en tous temps, les autorisations nécessaires pour le transport des objets indivisibles ;

2° les députations permanentes, d'intervenir, en dehors du temps de dégel, dans l'application des tarifs de chargement et dans la détermination des conditions imposées à l'usage des locomotives routières.

./..

Article 5 : article 8, § 2, de la loi du 1er août 1899, modifié par l'article 10 de la loi du 15 avril 1964.

Article 6 : article 1er, § 4, alinéa 1er, de la loi du 1er août 1899, modifié par l'article 1er de la loi du 15 avril 1964.

Article 7 : article 1er, § 7, de la loi du 1er août 1899, modifié par l'article 1er de la loi du 15 avril 1964.

Article 8 : article 5 de la loi du 1er août 1899.

Les mots "Des arrêtés royaux peuvent charger" sont remplacés par les mots "Le Roi peut charger".

Les subdivisions "A." et "B." sont remplacées par "1°" et "2°".

CHAPITRE III.

Epreuves et compétitions sportives.

Article 9.

L'organisation de et la participation à des épreuves ou compétitions sportives, disputées en totalité ou en partie sur la voie publique, sont interdites, sauf autorisation préalable et écrite des bourgmestres des communes sur le territoire desquelles ces épreuves ou compétitions ont lieu.

L'autorisation précisera, le cas échéant, les précautions à prendre et les conditions à observer, tant par les organisateurs que par les participants, dans l'intérêt de la sécurité des personnes, de la circulation en général et du déroulement normal de l'épreuve ou de la compétition.

Le Roi détermine les conditions auxquelles doivent être subordonnées certaines épreuves et compétitions et la délivrance de l'autorisation ; ces conditions portent notamment sur l'assurance de la responsabilité civile.

CHAPITRE IV.

Injonctions des agents qualifiés.

Article 10.

Les agents qualifiés, portant les insignes de leurs fonctions, peuvent régler la circulation par des injonctions qui prévalent sur les dispositions du règlement général et des règlements complémentaires.

./..

Article 9 : article 1er, § 5, de la loi du 1er août 1899, modifié par l'article 1er de la loi du 15 avril 1964.

Article 10 : article 1er, § 6, de la loi du 1er août 1899, modifié par l'article 1er de la loi du 15 avril 1964.

CHAPITRE V.

Publication.

Article 11.

Les mesures prises pour régler la circulation en vertu des articles 2, 3, 4, 6, 12 et 16 des présentes lois coordonnées ou en vertu des articles 2 et 3 de la loi du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes, doivent pour être obligatoires, être portées à la connaissance des intéressés par des agents portant les insignes de leurs fonctions et postés sur place, ou par une signalisation appropriée.

Il en est de même des mesures prises par les autorités communales pour régler des situations occasionnelles en vertu des décrets du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités et des 16 et 24 août 1790 sur l'organisation judiciaire et dans les cas prévus à l'article 94 de la loi communale.

CHAPITRE VI.

Régime propre aux autoroutes.

Article 12.

Les voies publiques classées par le Roi dans la catégorie des autoroutes restent soumises au régime institué par la loi du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes.

./..

Article 11 : article 1er quater, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 2 de la loi du 15 avril 1964.

A l'alinéa 1er, la référence "§§ 2, 3 et 4 de l'article 1er de la présente loi" est remplacée par la référence "articles 2, 3, 4, 6, 12 et 16 des présentes lois coordonnées".

Article 12 : article 1er, § 3, alinéa 6, de la loi du 1er août 1899, modifié par l'article 1er de la loi du 15 avril 1964.

TITRE II.

Signalisation.

CHAPITRE PREMIER.

Placement.

Section première. Règles générales.

Article 13.

Le placement des signaux qui imposent une obligation ou qui marquent une interdiction incombe à l'autorité qui a pris la mesure. Toute autre signalisation sur la voie publique incombe à l'autorité qui a la gestion de cette voie.

Section II. Obstacles et chantiers.

Article 14.

Par dérogation à l'article 13, la signalisation des obstacles à la circulation incombe à celui qui a créé l'obstacle. En cas de carence de ce dernier, cette obligation est assumée par l'autorité qui a la gestion de la voie publique.

La signalisation des chantiers établis sur la voie publique incombe, dans les conditions déterminées par le Roi, à celui qui exécute les travaux.

./..

Article 13 : article 1er quinquies, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 3 de la loi du 15 avril 1964.

Article 14 : article 1er sexies, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 4 de la loi du 15 avril 1964.

A l'alinéa 1er, la référence "1 quinquies" est remplacée par la référence "13".

Section III. Passages à niveau et traversées de chemins de fer.

Article 15.

Par dérogation à l'article 13, la signalisation à hauteur des passages à niveau et traversées de chemins de fer incombe à l'exploitant de la voie ferrée.

La signalisation à distance incombe à l'autorité qui a la gestion de la voie publique.

Section IV. Zones de Douane.

Article 16.

Le Ministre des Finances est autorisé à placer sur les voies publiques des signaux d'indication relatifs aux dispositions légales et réglementaires que l'administration des douanes et accises est chargée de faire respecter.

CHAPITRE II.
Charges de la signalisation.

Article 17.

Les charges résultant du placement, de l'entretien et du renouvellement de la signalisation incombent à celui qui a effectué le placement.

Toutefois, les charges de la signalisation des obstacles, effectuée par l'autorité qui a la gestion de la voie publique en cas de carence de celui qui a créé l'obstacle, incombent à ce dernier.

Les charges résultant de la signalisation placée en application de l'article 2, alinéas 4 et 5, peuvent être supportées, en tout ou en partie, par l'autorité qui a la gestion de la voie publique que le règlement complémentaire concerne. ./..

Article 15 : article 1er septies, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 5 de la loi du 15 avril 1964.

A l'alinéa 1er, la référence "1 quinquies" est remplacée par la référence "13".

Article 16 : article 1er, § 4, alinéa 2, de la loi du 1er août 1899, modifié par l'article 1er de la loi du 15 avril 1964.

Entre les mots "est" et "autorisé" est supprimé le mot "également".

Article 17 : article 1er octies, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 6 de la loi du 15 avril 1964.

A l'alinéa 3, la référence "1er, § 3" est remplacée par la référence "2".

CHAPITRE III.

Exécution d'office des travaux de signalisation.

Article 18.

§ 1er. Si la signalisation visée par les présentes lois coordonnées n'est pas établie ou entretenue par les autorités auxquelles elle incombe, le Roi peut, après deux avertissements écrits consécutifs adressés à ces autorités par le Ministre ayant la circulation routière dans ses attributions d'avoir à assumer leurs obligations, décréter l'exécution d'office des travaux nécessaires par un commissaire spécial qu'il désigne.

Il en est de même lorsque la signalisation établie n'est pas conforme aux conditions fixées par les règlements généraux.

§ 2. L'Etat peut faire l'avance de la dépense occasionnée par l'exécution d'office des travaux de signalisation. Dans ce cas, le montant peut en être récupéré à l'intervention du Ministre des Finances, à charge de l'autorité défaillante.

§ 3. En vue de surveiller l'exécution des dispositions qui précèdent, le Roi créera un service d'inspection de la signalisation routière au sein du département ministériel ayant la circulation routière dans ses attributions.

§ 4. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque la signalisation incombe à l'Etat.

./..

Article 18 : article 1er nonies inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 7 de la loi du 15 avril 1964.

A l'alinéa 1er, les mots "la présente loi" sont remplacés par les mots "les présentes lois coordonnées".

TITRE III.

Permis de conduire et licence d'apprentissage.

CHAPITRE PREMIER.

Règles générales.

Article 19.

Nul ne peut conduire, sur une voie publique, un véhicule automoteur s'il n'est titulaire et porteur : d'un permis de conduire ou d'une licence d'apprentissage délivrés en Belgique conformément aux présentes lois coordonnées ou d'un permis de conduire étranger, soit national soit international, dans les conditions fixées par les dispositions applicables en matière de circulation routière internationale. Le permis de conduire ou la licence d'apprentissage doivent être valables pour la catégorie à laquelle appartient le véhicule.

Le Roi peut, aux conditions qu'il détermine, dispenser de cette obligation les conducteurs de certains véhicules automoteurs.

Article 20.

Le conducteur est tenu de présenter le permis de conduire ou la licence d'apprentissage à toute réquisition d'un fonctionnaire ou agent qualifié pour surveiller l'exécution des présentes lois coordonnées et des règlements pris en vertu de celles-ci.

./..

Article 19 : article 1er bis, § 1er, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 1er de la loi du 1er août 1963.

A l'alinéa 1er, les mots "à la présente loi" sont remplacés par les mots "aux présentes lois coordonnées".

Article 20 : article 1er bis, § 2, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 1er de la loi du 1er août 1963.

Les mots "de la présente loi" sont remplacés par les mots "des présentes lois coordonnées" ; le mot "celle-ci" est remplacé par le mot "celles-ci".

CHAPITRE II.

Permis de conduire.

Article 21.

Le permis de conduire belge est délivré lorsque le requérant satisfait aux conditions suivantes :

1° avoir souscrit une déclaration certifiant qu'il n'est pas frappé d'une déchéance du droit de conduire les véhicules de la catégorie pour laquelle le permis de conduire est demandé ; le requérant doit cependant avoir satisfait à l'examen à subir éventuellement en vertu de l'article 47, pour la conduite d'un véhicule de la catégorie pour laquelle le permis de conduire est demandé ;

2° avoir souscrit une déclaration certifiant qu'il possède les connaissances et l'habileté nécessaires à la conduite des véhicules de chaque catégorie pour laquelle le permis de conduire est demandé ; cette déclaration est remplacée par un examen pratique organisé par le Roi, si le permis de conduire est demandé en vue de la conduite :

a) de véhicules affectés aux services visés à l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 portant revision et coordination de la législation relative au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles, y compris les transports définis à l'article 2, alinéa 2, 1° et 2°, et les locations de voitures déterminées à l'article 23, alinéa 2, du même arrêté-loi ;

b) de véhicules ou de trains de véhicules lourds ou encombrants, dont les caractéristiques sont déterminées par le Roi ;

3° avoir souscrit une déclaration certifiant qu'il est exempt des défauts physiques et affections déterminés par le Roi.

Toutefois, dans les cas prévus par le Roi, cette déclaration est remplacée par un certificat attestant la réussite d'un examen organisé par lui.

S'il s'agit d'un conducteur soumis aux dispositions réglementaires édictées par le Roi en matière de surveillance et de sélection médicales, en exécution de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 portant revision et coordination de la législation relative au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles, le requérant doit produire le certificat de sélection médicale requis par ces dispositions ;

./..

Article 21 : article 1er ter, § 1er, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 2 de la loi du 1er août 1963.

A l'alinéa 1er, 1°, la référence "2-14" est remplacée par la référence "47".

4° avoir réussi un examen organisé par le Roi, portant sur connaissance des dispositions légales et réglementaires relat à la police de la circulation routière.

Est exempté de cet examen, le requérant qui produit un cer tificat délivré, soit par une école de conduite agréée dans les conditions déterminées par le Roi, soit par une autorité publiq désignée par lui et attestant que l'intéressé a réussi un exame portant sur cette matière.

Article 22.

Le titulaire d'un permis de conduire belge doit présenter son permis à l'autorité qui l'a délivré, soit pour émargement, soit pour retrait :

1° s'il est atteint d'un des défauts physiques ou affections déterminés par le Roi conformément à l'article 21, alinéa 1er, 3° ;

2° s'il est soumis et a cessé de satisfaire aux dispositions réglementaires édictées par le Roi en matière de surveillance et de sélection médicales en exécution de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 portant revision et coordination de la législation relative au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles.

Cette formalité doit être accomplie dans un délai de quatre jours suivant la date à laquelle le titulaire a connaissance défaut ou de l'affection, ou dans les quatre jours du retra certificat de sélection médicale ; les samedis, dimanches jours fériés légaux ne sont pas compris dans ces délais

Le permis de conduire restitué par applicati remis au titulaire qui, dans les cas prévus p un examen organisé par lui.

Article 22 : article 1er ter, § 3, inséré dans la loi du 1899 par l'article 2 de la loi du 1er août 1963.

A l'alinéa 1er, 1°, la référence "1er ter, § 1er" e placée par la référence "21, alinéa 1er".

Le mot "déterminées" a été remplace par le mot "déterm pour des raisons de concordance interne.

CHAPITRE III.

Licence d'apprentissage.

Article 23.

La licence d'apprentissage est délivrée, utilisée et restituée à l'autorité, dans les conditions déterminées par le Roi.

CHAPITRE IV.

Dispositions communes.

Article 24.

Le Roi fixe les modèles du permis de conduire et de la licence d'apprentissage belges, les catégories de véhicules pour lesquelles ils sont délivrés ainsi que les prescriptions relatives à leur délivrance, leur validité, leur renouvellement, leur remplacement et leur restitution.

Article 25.

Le Roi fixe le taux des redevances à percevoir au profit de l'Etat ou des organismes agréés, pour couvrir, en tout ou en partie, les frais d'administration, de contrôle et de surveillance résultant de l'application des articles 21, 22, 23 et 24, et des dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci.

./..

Article 23 : article 1er ter, § 4, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 2 de la loi du 1er août 1963.

Article 24 : article 1er ter, § 5, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 2 de la loi du 1er août 1963.

Article 25 : article 1er ter, § 6, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 2 de la loi du 1er août 1963.

La référence "du présent article" est remplacée par la référence "des articles 21, 22, 23 et 24" et le mot "celui-ci" est remplacé par le mot "ceux-ci".

TITRE IV.

Dispositions pénales et mesures de sûreté.

CHAPITRE PREMIER.

Infractions.

Article 26.

Les infractions aux règlements pris en exécution des présentes lois coordonnées sont punies d'un emprisonnement d'un jour à un mois, et d'une amende de 10 francs à 500 francs, ou d'une de ces peines seulement.

En cas de circonstances atténuantes, l'amende peut être réduite, sans qu'elle puisse être inférieure à 1 franc.

Les peines sont doublées :

1° s'il y a récidive dans l'année à dater d'un jugement antérieur portant condamnation et passé en force de chose jugée ;

2° si les infractions ont été commises pendant la nuit.

Article 27.

Tout conducteur de véhicule qui, sachant que ce véhicule vient de causer ou occasionner un accident, prend la fuite pour échapper aux constatations utiles est puni, même si l'accident n'est pas imputable à sa faute, d'un emprisonnement de huit jours à deux mois, et d'une amende de 26 francs à 1.000 francs, ou d'une de ces peines seulement.

Si l'accident a entraîné pour autrui des coups, des blessures ou la mort, le conducteur est puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans, et d'une amende de 100 francs à 5.000 francs, ou d'une de ces peines seulement.

./..

Article 26 : article 2-1, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 3 de la loi du 15 avril 1958.

A l'alinéa 1er, les mots "de la présente loi" sont remplacés par les mots "des présentes lois coordonnées".

Article 27 : article 2-2, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 3 de la loi du 15 avril 1958.

Article 28.

Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 26 francs à 100 francs, ou d'une de ces peines seulement, quiconque conduit un véhicule ou une monture, dans un lieu public, après avoir consommé des boissons alcooliques en quantité telle que le taux d'alcool dans son sang, au moment où il conduit, est d'au moins 1,5 g pour mille.

Est puni des mêmes peines, quiconque conduit un véhicule ou une monture dans un lieu public moins de deux heures après avoir été invité par un fonctionnaire ou agent visé à l'article 54 à s'en abstenir en raison des signes d'intoxication alcoolique qu'il présentait, et s'il s'est refusé sans motif légitime à un prélèvement sanguin.

Article 29.

Est puni d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois, et d'une amende de 100 francs à 500 francs, ou d'une de ces peines seulement, quiconque, étant en état d'ivresse, conduit un véhicule ou une monture dans un lieu public.

Article 30.

Si après une condamnation par application de l'article 28 ou de l'article 29, le condamné commet dans les trois années une nouvelle infraction à une de ces dispositions, les peines seront:

1° en cas d'infraction à l'article 28, un emprisonnement d'un mois à trois mois, et une amende de 100 francs à 500 francs, ou une de ces peines seulement ;

2° en cas d'infraction à l'article 29, un emprisonnement d'un mois à six mois, et une amende de 200 francs à 1.000 francs, ou une de ces peines seulement.

En cas de nouvelle récidive dans les trois années depuis la deuxième condamnation, les peines d'emprisonnement et d'amende prévues ci-dessus peuvent être doublées.

./..

Article 28 : article 2-3, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 3 de la loi du 15 avril 1958.

A l'alinéa 2, la référence "4bis" est remplacée par la référence "54".

Article 29 : article 2-4, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 3 de la loi du 15 avril 1958.

Article 30 : article 2-5, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 3 de la loi du 15 avril 1958.

A l'alinéa 1er, les références "2-3" et "2-4" sont remplacées respectivement par les références "28" et "29".

Article 31.

Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois, et d'une amende de 50 francs à 200 francs, ou d'une de ces peines seulement, quiconque incite ou provoque à conduire un véhicule ou une monture une personne qui est manifestement ivre ou qui donne des signes apparents d'intoxication alcoolique.

Est puni des mêmes peines, celui qui confie un véhicule ou une monture à une personne qui est manifestement ivre ou qui donne des signes apparents d'intoxication alcoolique.

Article 32.

Est puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 500 francs à 2.000 francs ou d'une de ces peines seulement, quiconque :

1° conduit un véhicule, un aéronef ou une monture en dépit de la déchéance prononcée contre lui ;

2° conduit un véhicule automoteur sans être titulaire du permis de conduire ou de la licence d'apprentissage exigé pour la conduite de ce véhicule ;

3° conduit un véhicule automoteur de la catégorie visée dans la décision de déchéance, sans avoir réussi l'examen prévu à l'article 47 ;

4° conduit un véhicule automoteur alors que le permis de conduire ou la licence d'apprentissage exigé pour la conduite de ce véhicule lui a été retiré par application des articles 49, 50 et 51 ;

5° a fait une fausse déclaration en vue d'obtenir un permis de conduire ou une licence d'apprentissage ;

6° n'a pas restitué un permis de conduire ou une licence d'apprentissage, dans les cas et conditions fixés par l'article 22, ou par les arrêtés pris en exécution de l'article 23 ;

7° a commis une infraction aux conditions d'utilisation de la licence d'apprentissage déterminées conformément à l'article 23.

./..

Article 31 : article 2-6, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 3 de la loi du 15 avril 1958.

Article 32 : article 2-17, § 1er, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 7 de la loi du 1er août 1963.

A l'alinéa 1er, 3°, la référence "2-14" est remplacée par la référence "47".

A l'alinéa 1er, 4°, la référence "de l'article 2-16" est remplacée par la référence "des articles 49, 50 et 51".

A l'alinéa 1er, 6°, la référence "1er/ter, § 3" est remplacée par la référence "22" ; la référence "1er/ter, § 4" est remplacée par la référence "23".

A l'alinéa 1er, 7°, la référence "1er/ter, § 4" est remplacée par la référence "23".

Dans les cas prévus aux 2°, 3°, 4°, 5°, 6° et 7°, le juge peut, en outre, prononcer une déchéance, soit à titre définitif, soit à titre temporaire, pour une durée de quinze jours au moins et de deux ans au plus. Il doit prononcer cette déchéance dans le cas prévu au 1°.

Dans les cas prévus aux 5° et 6°, les documents obtenus ou non restitués sont saisis et la confiscation en est prononcée en cas de condamnation.

Article 33.

Est puni d'un emprisonnement d'un jour à un mois et d'une amende de 10 francs à 500 francs, ou d'une de ces peines seulement, quiconque :

1° en dehors des cas prévus à l'article 32, conduit un véhicule automoteur sans être porteur du permis de conduire ou de la licence d'apprentissage exigé pour la conduite de ce véhicule;

2° commet une infraction aux dispositions de l'article 48, § 1er, ou de l'article 49, alinéa 3.

En cas de circonstances atténuantes, l'amende peut être réduite, sans qu'elle puisse être inférieure à 1 franc.

Les peines sont doublées s'il y a récidive dans l'année à dater d'un jugement antérieur portant condamnation et coulé en force de chose jugée.

./..

Article 33 : article 2_17, § 2, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 7 de la loi du 1er août 1963.

A l'alinéa 1er, les références "au § 1er", "2-15", "2-16, § 1er, dernier alinéa" sont remplacées respectivement par les références "à l'article 32", "48", "49, alinéa 3".

Article 34.

Toute personne qui, sciemment, a confié un véhicule, un aéronef ou une monture à une personne déchue du droit de conduire, est punie d'une amende de 100 francs à 1.000 francs.

Est punie de la même peine, toute personne qui, sciemment, a confié un véhicule automoteur à une personne non munie du permis de conduire ou de la licence d'apprentissage exigé pour la conduite de ce véhicule.

Le juge peut, en outre, prononcer l'immobilisation temporaire du véhicule si celui-ci est la propriété de l'auteur de l'infraction visée à l'alinéa 1er ou 2 ou s'il est à sa disposition exclusive pour un terme au moins égal à la durée de l'immobilisation, lorsque la déchéance du droit de conduire est prononcée contre le conducteur en application de l'article 32, alinéa 2.

La durée de l'immobilisation ne peut excéder celle de la déchéance.

Le juge peut prononcer la confiscation du véhicule si celui-ci est la propriété de l'auteur de l'infraction visée à l'alinéa 1er ou 2, lorsque la déchéance du droit de conduire est prononcée contre le conducteur, en application de l'article 32, alinéa 2, soit à titre définitif, soit pour un terme de six mois au moins.

Les dispositions de l'article 52, § 3, et de l'article 35 sont applicables en cas d'immobilisation temporaire ou de confiscation.

Article 35.

Quiconque fait usage ou permet à un tiers de faire usage d'un véhicule dont il sait que l'immobilisation ou la confiscation est prononcée, est puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 100 francs à 1.000 francs ou d'une de ces peines seulement.

./..

Article 34 : article 2-18, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 8 de la loi du 1er août 1963.

Aux alinéas 3 et 5, la référence "2-17, § 1er" est remplacée par la référence "32".

A l'alinéa 6, la référence "2-12, §§ 3 et 4", est remplacée par la référence "52, § 3, et de l'article 35".

Article 35 : article 2-12, § 4, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 3 de la loi du 15 avril 1958.

Article 36.

Celui qui, sans motif légitime, refuse de se prêter au prélèvement sanguin, est puni des peines prévues aux articles 28 et 38, alinéa 1er, 2°.

CHAPITRE II.

Déchéance du droit de conduire.

Section première. Déchéance prononcée à titre de peine.

Article 37.

En condamnant du chef d'infraction à la police du roulage ou d'accident du roulage, pourvu que l'infraction ou l'accident soit imputable au fait personnel de son auteur, le juge peut prononcer la déchéance du droit de conduire un véhicule, un aéronef et une monture, soit à titre définitif, soit pour une durée de huit jours au moins et de deux ans au plus :

1° si la condamnation est infligée pour homicide ou blessure ;

2° si dans les deux années précédant l'infraction, le coupable a encouru trois condamnations pour infraction quelconque aux règlements sur le roulage, ou dans les cinq années une condamnation du chef d'homicide ou deux condamnations du chef de coups et blessures à l'occasion d'un accident de roulage imputable à son fait personnel.

./..

Article 36 : article 4bis, alinéa 2, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 4 de la loi du 15 avril 1958.

La référence "2-3 et 2-7, § 2, 2°" est remplacée par la référence "28 et 38, alinéa 1er, 2°".

Par souci de clarté et de concordance avec la version néerlandaise, le mot "sanguin" a été ajouté après "prélèvement".

Article 37 : article 2-7, § 1er, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 3 de la loi du 15 avril 1958.

Article 38.

Le juge peut prononcer la même déchéance pour la durée ci-après déterminée :

1° en condamnant du chef de l'infraction prévue à l'article 27, pour une durée de huit jours au moins et de deux ans au plus ; dans le cas prévu à l'article 27, alinéa 2, il peut la prononcer à titre définitif ;

2° en condamnant du chef d'une des infractions à l'article 28, pour une durée de huit jours au moins et de six mois au plus ;

3° en condamnant du chef de l'infraction à l'article 29, pour une durée de huit jours au moins et de deux ans au plus.

Dans le cas prévu au 3°, le juge peut en outre prononcer les autres déchéances et interdictions prévues à l'article 10 de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse.

Article 39.

Dans les cas de récidive prévus à l'article 30, le juge peut prononcer la même déchéance du droit de conduire pour une durée de un mois au moins et de deux ans au plus. Il peut la prononcer à titre définitif, lorsque la première condamnation ou la nouvelle a été prononcée du chef d'infraction à l'article 29.

Dans le cas de nouvelle récidive prévu à l'article 30, alinéa 2, la déchéance définitive est toujours prononcée.

./..

Article 38 : article 2-7, § 2, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 3 de la loi du 15 avril 1958.

A l'alinéa 1er, les références "2-2", "au dernier alinéa de cet article", "2-3" et "2-4" sont respectivement remplacées par les références "27", "à l'article 27, alinéa 2", "28" et "29".

Article 39 : article 2-7, § 3, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 3 de la loi du 15 avril 1958.

La référence "2-4" est remplacée par la référence "29" ; la référence "2-5, dernier alinéa" est remplacée par la référence "30, alinéa 2".

A l'alinéa 1er, par souci de concordance avec la version néerlandaise, les mots "au moins" ont été ajoutés après les mots "... de un mois".

Article 40.

Toute déchéance prononcée à titre de peine prend cours le cinquième jour suivant la date de l'avertissement donné au condamné par le ministère public.

Article 41.

Si par suite de concours d'infractions, les peines privatives de liberté et les amendes prévues par les présentes lois coordonnées ne sont pas prononcées, la déchéance du droit de conduire l'est néanmoins dans les conditions qui y sont déterminées.

Article 42.

Les peines de la déchéance qui sont mises à exécution, conformément à l'article 40, ne sont subies en même temps que si elles ont pour objet des moyens de transport différents.

./..

Article 40 : article 2-7, § 4, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 3 de la loi du 15 avril 1958.

Article 41 : article 2-10, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 3 de la loi du 15 avril 1958.

Les mots "la présente loi" sont remplacés par les mots "les présentes lois coordonnées".

Article 42 : article 2-11, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 3 de la loi du 15 avril 1958.

La référence "au § 4 de l'article 27 de la présente loi" est remplacée par la référence "à l'article 40".

Section II. Déchéance prononcée pour cause d'incapacité physique.

Article 43.

La déchéance du droit de conduire doit être prononcée si, à l'occasion d'une condamnation pour infraction à la police du roulage ou pour accident de roulage imputable au fait personnel de leur auteur, le coupable est reconnu physiquement incapable de conduire un véhicule, un aéronef ou une monture ; dans ce cas, la déchéance est prononcée, soit à titre définitif, soit pour un terme équivalent à la durée probable de l'incapacité, selon que celle-ci sera démontrée devoir être permanente ou paraître provisoire.

Article 44.

La déchéance du droit de conduire pour incapacité physique du conducteur prend cours dès le prononcé de la décision si celle-ci est contradictoire et dès sa signification, si elle a été rendue par défaut, nonobstant tout recours.

Article 45.

Celui qui a été déchu du droit de conduire pour cause d'incapacité physique peut, après deux ans, demander à être relevé de la déchéance si son incapacité a pris fin. La demande est introduite par citation donnée au ministère public devant la juridiction qui a prononcé la mesure de déchéance. Cette juridiction statue sans appel.

Si la demande est rejetée, elle ne peut être renouvelée avant l'expiration d'un délai de deux années prenant cours à la date du rejet.

./..

Article 43 : article 2-8, § 1er, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 3 de la loi du 15 avril 1958.

Article 44 : article 2-8, § 2, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 3 de la loi du 15 avril 1958.

Article 45 : article 2-8, § 3, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 3 de la loi du 15 avril 1958.

Section III. Dispositions communes.

Article 46.

Dans tous les cas où la déchéance du droit de conduire est prononcée, le juge peut la limiter aux moyens de transport qu'il indique.

Article 47.

Quiconque est frappé d'une déchéance du droit de conduire après le 25 mai 1965, ne peut, lorsque cette déchéance a pris fin, conduire un véhicule automoteur de l'une des catégories visées à la décision de déchéance, qu'à la condition d'avoir satisfait à un examen théorique et pratique, médical et psychotechnique, à moins qu'il n'en ait été dispensé, en tout ou en partie, par le juge, ou qu'il ne s'agisse d'une déchéance pour incapacité physique dont il a été relevé en vertu de l'article 45.

Le Roi arrête l'organisation et les modalités de cet examen et fixe le taux des redevances à percevoir au profit de l'Etat ou des organismes agréés pour en couvrir les frais.

La disposition du présent article n'est pas applicable au titulaire d'un permis de conduire étranger.

./..

Article 46: article 2-9, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 3 de la loi du 15 avril 1958.

Article 47 : article 2-14, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 3 de la loi du 15 avril 1958, modifié par l'article 4 de la loi du 1er août 1963.

A l'alinéa 1er, la référence "2-8, § 3" est remplacée par la référence "45".

Dans le même alinéa, les mots "l'entrée en vigueur de la présente loi" sont remplacés par les mots "le 25 mai 1965", date d'entrée en vigueur de l'article 4 de la loi du 1er août 1963.

Article 48.

§ 1er. Quiconque est frappé d'une déchéance du droit de conduire est tenu de présenter ou de faire parvenir au greffier de la juridiction qui a rendu la décision : le permis de conduire ou la licence d'apprentissage, en cas de déchéance portant sur le droit de conduire un véhicule automoteur pour la conduite duquel un de ces documents a été délivré ; la carte d'identité prévue par l'arrêté du Régent du 1er mars 1950 ou le titre qui en tient lieu, dans les autres cas.

Cette formalité doit être accomplie dans un délai de quatre jours suivant la date de l'avertissement donné au condamné par le ministère public conformément à l'article 40 ou, en cas de déchéance prononcée pour incapacité physique, dans les quatre jours du prononcé de la décision, si celle-ci est contradictoire, ou de sa signification si elle a été rendue par défaut, nonobstant tout recours ; les samedis, dimanches et jours fériés légaux ne sont pas compris dans ces délais.

§ 2. Mention est faite, sur le document présenté, de la décision judiciaire prononçant la déchéance du droit de conduire, de la durée de celle-ci ainsi que de l'examen à subir en vertu de l'article 47.

§ 3. La licence d'apprentissage est renvoyée par le greffier à l'autorité qui l'a délivrée.

§ 4. Le permis de conduire est conservé au greffe si la déchéance concerne toutes les catégories de véhicules pour lesquelles il a été délivré.

§ 5. Mention est faite par le greffier, sur le permis de conduire, la carte d'identité ou le titre qui en tient lieu, selon le cas, de toute décision mettant définitivement fin à la déchéance ainsi que de la réussite de l'examen subi en vertu de l'article 47.

§ 6. Le permis de conduire est restitué par le greffier :

1° lorsque la déchéance a pris fin, si le titulaire a réussi l'examen prévu à l'article 47, à moins qu'il en ait été dispensé ou qu'il n'y soit pas soumis ;

2° lorsque le titulaire d'un permis étranger quitte le territoire.

§ 7. Les mentions portées en vertu du présent article le sont également sur tout document à délivrer ultérieurement, sauf en cas de réhabilitation ou d'amnistie.

./..

Article 48 : article 2-15, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 3 de la loi du 15 avril 1958, modifié par l'article 5 de la loi du 1er août 1963.

Au § 1er, la référence "au § 4 de l'article 2-7" est remplacée par la référence "à l'article 40".

Aux §§ 2, 5 et 6, 1°, la référence "2-14" est remplacée par la référence "47".

CHAPITRE III.

Retrait immédiat du permis de conduire ou de la licence d'apprentissage.

Article 49.

Sans préjudice des dispositions de l'article 48, le permis de conduire ou la licence d'apprentissage peut être retiré immédiatement :

1° si le conducteur est manifestement ivre ou donne des signes apparents d'intoxication alcoolique ;

2° si le conducteur a pris la fuite pour échapper aux constatations utiles ;

3° si l'accident de roulage, apparemment imputable à la faute grave du conducteur, a entraîné pour autrui des blessures graves ou la mort ;

4° si le conducteur est déchu du droit de conduire un véhicule automoteur de la catégorie du véhicule qu'il utilise.

Le retrait immédiat est ordonné soit par le procureur du Roi, soit par l'officier du ministère public près le tribunal de police lorsque l'infraction est de la compétence de ce dernier et que le procureur du Roi ne procède pas à une information ou ne requiert pas instruction en vertu de l'article 138, alinéa 1er, du Code d'instruction criminelle, soit par l'auditeur militaire lorsque l'infraction est de la compétence du conseil de guerre. Il ne peut toutefois être ordonné que par le procureur général près la Cour d'appel ou par l'auditeur général près la Cour militaire lorsque les faits sont de la compétence d'une de ces cours.

Le conducteur est tenu de remettre son permis de conduire ou sa licence d'apprentissage sur l'invitation qui lui en est faite par la police ou la gendarmerie, sur réquisition de l'officier du ministère public qui a ordonné le retrait. A défaut, celui-ci peut ordonner la saisie du document.

./..

Article 49 : article 2-16, § 1er, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 3 de la loi du 15 avril 1958, modifié par l'article 6 de la loi du 1er août 1963.

A l'alinéa 1er, la référence "2-15" est remplacée par la référence "48".

Article 50.

Le permis de conduire et la licence d'apprentissage peuvent être restitués par l'officier du ministère public qui en a ordonné le retrait, soit d'office, soit à la requête du conducteur.

Ils sont restitués lorsque le juge ne prononce pas la déchéance du droit de conduire ou lorsque le titulaire d'un permis de conduire étranger quitte le territoire.

Article 51.

Si le juge prononce la déchéance du droit de conduire, le permis de conduire ou la licence d'apprentissage sont remis au greffe pour qu'il soit procédé conformément à l'article 48, §§ 2 à 6.

Si la déchéance du droit de conduire est prononcée à titre temporaire, le temps pendant lequel le permis de conduire ou la licence d'apprentissage ont été retirés par application de l'article 49, alinéa 1er, 1°, 2° et 3°, est imputé sur la durée de la déchéance, déduction faite des périodes de détention subies pendant ce temps par le condamné.

./..

Article 50 : article 2-16, § 2, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 3 de la loi du 15 avril 1958, modifié par l'article 6 de la loi du 1er août 1963.

Article 51 : article 2-16, § 3, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 3 de la loi du 15 avril 1958, modifié par l'article 6 de la loi du 1er août 1963.

A l'alinéa 1er, la référence "2-15" est remplacée par la référence "48".

A l'alinéa 2, la référence "du § 1er" est remplacée par la référence "de l'article 49, alinéa 1er".

CHAPITRE IV.

Immobilisation temporaire et confiscation du véhicule.

Article 52.

§ 1er. Le juge peut prononcer l'immobilisation temporaire du véhicule dans tous les cas où la déchéance temporaire du droit de conduire un véhicule est prononcée à titre de peine, pour autant que le véhicule soit la propriété de l'auteur de l'infraction ou qu'il soit à sa disposition exclusive pour un terme au moins égal à la durée de l'immobilisation. La durée de cette immobilisation ne peut pas excéder celle de la déchéance temporaire du droit de conduire.

Il peut prononcer la confiscation du véhicule si la déchéance est définitive ou de six mois au moins, lorsque le véhicule est la propriété de l'auteur de l'infraction.

L'immobilisation temporaire et la confiscation du véhicule peuvent être également prononcées dans les limites prévues aux alinéas 1er et 2, en cas de condamnation pour infraction à l'article 27, lorsque le propriétaire du véhicule a soit provoqué à commettre cette infraction, soit toléré celle-ci.

§ 2. Par dérogation à l'article 43, alinéa 1er, du Code pénal, la confiscation du véhicule n'est prononcée pour infraction aux présentes lois coordonnées que dans les cas déterminés par celle-ci.

§ 3. En cas d'immobilisation temporaire, les scellés sont apposés sur le véhicule ou celui-ci est mis à la chaîne, le tout aux frais et risques de l'auteur de l'infraction.

./..

Article 52 : article 2-12, §§ 1er, 2 et 3, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 3 de la loi du 15 avril 1958.

Au § 1er, alinéa 3, la référence "2-2" est remplacée par la référence "27".

Au § 2, les mots "à la présente loi" sont remplacés par les mots "aux présentes lois coordonnées".

TITRE V.

Action publique et action civile.

CHAPITRE PREMIER.

Recherche et constatation des infractions.

Article 53.

Les fonctionnaires et agents de l'autorité délégués par le gouvernement pour surveiller l'exécution des présentes lois coordonnées constatent les infractions aux présentes lois coordonnées et aux règlements par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire.

Une copie de ces procès-verbaux est adressée aux contrevenants dans un délai de huit jours à compter de la date de la constatation des infractions.

En cas d'infraction aux dispositions des règlements qui imposent aux véhicules un maximum de chargement, les fonctionnaires et agents précités, ainsi que tous officiers de police judiciaire, peuvent obliger les conducteurs à décharger leurs véhicules de l'excédent de poids constaté.

En cas de refus de la part d'un conducteur, le véhicule est retenu aux frais, risques et périls du délinquant ou de ses ayants cause.

./.

Article 53, alinéa 1er : article 4, alinéa 1er, de la loi du 1er août 1899 ;

alinéa 2 : article 4, alinéa 2, de la loi du 1er août 1899, modifié par l'article 8 de la loi du 15 avril 1964 ;

alinéas 3 et 4 : article 4, alinéas 3 et 4, de la loi du 1er août 1899.

A l'alinéa 1er, les mots "de la présente loi" sont remplacés par les mots "des présentes lois coordonnées" et les mots "à la loi" sont remplacés par les mots "aux présentes lois coordonnées".

Article 54.

Le procureur du Roi, les officiers de police judiciaire auxiliaires de ce magistrat, le personnel du corps de la gendarmerie ainsi que les fonctionnaires et agents de police locale peuvent, en cas d'accident de roulage et lorsqu'il existe des indices d'infraction à l'article 28 alinéa 1er ou à l'article 29 des présentes lois coordonnées ou à l'article 1er de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse, dans le chef de l'auteur présumé de l'accident ou de la victime, requérir un médecin d'opérer un prélèvement sanguin sur cette personne.

Article 55.

L'article 44bis, §§ 3 et 4, du Code d'instruction criminelle est applicable au prélèvement sanguin prévu par l'article 54.

./..

Article 54 : article 4bis, alinéa 1er, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 4 de la loi du 15 avril 1958.

La référence "à l'article 2-3, premier alinéa, à l'article 2-4" est remplacée par la référence "à l'article 28 alinéa 1er ou à l'article 29 des présentes lois coordonnées".

Article 55 : article 4ter, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 4 de la loi du 15 avril 1958.

Le mot "précédent" est remplacé par la référence "54".

CHAPITRE II.

Extinction éventuelle de l'action publique moyennant le payement immédiat d'une somme d'argent.

Article 56.

§ 1er. Lorsqu'ils constatent une des infractions aux règlements de circulation, qui sont spécialement désignées par le Roi, les fonctionnaires et agents appartenant à une des catégories déterminées par lui et individuellement commissionnés à cette fin par le procureur général près la Cour d'appel peuvent, moyennant l'accord de l'auteur de l'infraction et hors le cas où le fait a causé un dommage à autrui, percevoir immédiatement une somme dont le montant, qui ne peut être supérieur au maximum de l'amende prévue pour cette infraction, et les modalités de perception sont fixés par le Roi.

Le paiement immédiat éteint l'action publique, sauf si l'officier du ministère public compétent notifie à l'intéressé, dans le mois à compter du jour du paiement, qu'il entend exercer cette action.

Si l'exercice de cette action entraîne la condamnation de l'intéressé, la somme payée est imputée sur les frais de justice dus à l'Etat et sur l'amende prononcée ; l'excédent éventuel est remboursé.

La somme payée est restituée en cas de condamnation conditionnelle ou d'acquittement.

La notification prévue à l'alinéa 2 a lieu par pli recommandé à la poste. Elle est réputée faite le plus prochain jour ouvrable suivant celui du dépôt à la poste.

§ 2. Les dispositions du § 1er ne sont pas applicables lorsque l'infraction a été commise par un militaire circulant pour les besoins du service ou par une des personnes visées par les articles 479 et 483 du Code d'instruction criminelle, par l'article 10 de la loi du 20 avril 1810 sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice, et par l'article 57 de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, modifié par la loi du 15 avril 1958.

./..

Article 56 : article 4 quater, inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 9 de la loi du 15 avril 1964.

CHAPITRE III.

Dommages-intérêts.

Article 57.

Les peines établies par les présentes lois coordonnées sont appliquées sans préjudice aux dommages-intérêts, s'il y a lieu.

CHAPITRE IV.

Personnes civilement responsables.

Article 58.

Les personnes civilement responsables, aux termes de l'article 1384 du Code civil, des dommages-intérêts et frais, le sont également de l'amende. Le mari leur est assimilé quant aux infractions commises par sa femme, le tuteur quant aux infractions commises par ses pupilles non mariés, demeurant avec lui.

CHAPITRE V.

Prescription.

Article 59.

L'action publique et l'action civile résultant d'une infraction aux présentes lois coordonnées et aux règlements relatifs à la police de la circulation routière sont prescrites après un an révolu à compter du jour où l'infraction a été commise.

./..

Article 57 : article 3 de la loi du 1er août 1899.

Les mots "la présente loi" sont remplacés par les mots "les présentes lois coordonnées".

Article 58 : article 6 de la loi du 1er août 1899.

Article 59 : article 7 de la loi du 1er août 1899.

Les mots "à la loi et aux règlements sur la police du roulage" sont remplacés par les mots "aux présentes lois coordonnées et aux règlements relatifs à la police de la circulation routière".

TEKST VAN HET COORDINATIEBESLUIT, DE COORDINATIE EN DE BIJLAGEN VAN DE COORDINATIE.

Koninklijk besluit tot coördinatie van de wetten betreffende de politie over het wegverkeer.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen,
ONZE GROET.

Gelet op de wet van 1 augustus 1963 betreffende het rijbewijs voor bestuurders van motorrijtuigen en tot wijziging van de wet van 1 augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het vervoer, de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap en de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, inzonderheid op artikel 11, dat bepaalt hetgeen volgt :

"Artikel 11. De Koning kan de bepalingen van de wet van 1 augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het vervoer coördineren met de uitdrukkelijke of stilzwijgende wijzigingen welke in deze wet zijn of zullen zijn aangebracht op het ogenblik waarop die coördinatie geschiedt".

Daartoe kan hij :

1° de volgorde en nummering der artikelen wijzigen en ze in afdelingen en hoofdstukken groeperen;

2° de wijzigingen, die voorkomen in de te coördineren bepalingen, wijzigen ten einde ze met de nieuwe nummering te doen overeenstemmen;

./.

3° met het oog op eenheid in de terminologie de redactie wijzigen.

De coördinatie zal het volgende opschrift dragen : "Wet betreffende de politie over het wegverkeer".

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen, van Onze Minister van Justitie, van Onze Minister van Landbouw, van Onze Minister van Openbare Werken, van Onze Minister van Financiën, van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Minister van Landsverdediging.

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.

Zijn gecoördineerd overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tekst, de nog geldende bepalingen :

1° van de wet van 1 augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het vervoer;

2° van het hoofdstuk II van de wet van 15 april 1958 tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering, de wet van 1 augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het vervoer en van de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap;

3° van de artikelen 1 tot 8, 11 en 12 van de wet van 1 augustus 1963 betreffende het rijbewijs voor bestuur-

./.

ders van motorrijtuigen en tot wijziging van de wet van 1 augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het vervoer, de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap en de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen;

4° van de wet van 15 april 1964 tot wijziging van de wet van 1 augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het vervoer.

Artikel 2.

Onze Minister van Verkeerswezen, Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Landbouw, Onze Minister van Openbare Werken, Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Landsverdediging zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Verkeerswezen, A. BERTRAND.

De Minister van Justitie, P. WIGNY.

De Minister van Landbouw, CH. HEGER.

De Minister van Openbare Werken, J. DE SAEGER.

De Minister van Financiën, R. HENRION.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
H. VANDERPOORTEN.

De Minister van Landsverdediging, CH. POSWICK.

TITEL I. - REGLEMENTERING.

HOOFDSTUK I. - ALGEMENE REGLEMENTEN.

Artikel 1. De Koning stelt de algemene reglementen vast die ten doel hebben de politie van het wegverkeer van de voetgangers, van de vervoermiddelen te land en van de dieren, alsmede van de vervoermiddelen per spoor die de openbare weg berijden.

Bij die reglementen kan worden voorgeschreven dat vergoedingen, waarvan zij het bedrag bepalen, worden geheven tot gehele of gedeeltelijke dekking van de kosten van beheer, controle of toezicht voortvloeiend uit de toepassing van de reglementsbepalingen betreffende de inschrijving van de motorrijtuigen niet zijnde rijwielen met hulpmotor.

HOOFDSTUK II. - AANVULLENDE REGLEMENTEN.

Artikel 2. De Minister van Openbare Werken, de Minister tot wiens bevoegdheid het wegverkeer behoort, de Minister van Landbouw en de Minister van Landsverdediging stellen onderscheidenlijk de aanvullende reglementen vast die betrekking hebben op :

1° openbare wegen die tot de grote Rijkswegen behoren, en kruispunten waarvan één van die openbare wegen deel uitmaakt;

2° de determinatie van de bebouwde kommen, bedoeld in het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer wanneer die zich over meer dan één gemeente uitstrekken;

./.

Artikel 1 : artikel 1, § 1, van de wet van 1 augustus 1899, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 15 april 1964.

Artikel 2 : artikel 1, § 3, eerste tot vijfde lid, van de wet van 1 augustus 1899, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 15 april 1964.

In het tweede lid werd de verwijzing "§ 2, derde lid" vervangen door de verwijzing "artikel 4, eerste lid".

In het vierde lid werd de verwijzing "§ 2, derde lid" vervangen door de verwijzing "artikel 4, eerste lid".

3° boswegen van de Staat die voor het openbaar verkeer openstaan;

4° militaire wegen die voor het openbaar verkeer openstaan.

Die reglementen worden vastgesteld na advies van de betrokken gemeenteraden of, wanneer het gaat om gemeenten die deel uitmaken van groepen van gemeenten als bedoeld in artikel 4, eerste lid, na advies van de betrokken raadgevende commissies.

Is dat advies niet binnen zestig dagen na de aanvraag ingekomen, dan kan de bevoegde Minister het reglement ambtshalve vaststellen.

De gemeenteraden stellen de in het eerste lid bedoelde aanvullende reglementen vast indien de bevoegde Minister dat niet heeft gedaan. Die reglementen worden hem ter goedkeuring voorgelegd, na advies van de betrokken raadgevende commissies wanneer het gaat om gemeenten die deel uitmaken van groepen van gemeenten als bedoeld in artikel 4, eerste lid.

Hebben de raadgevende commissies geen advies uitgebracht binnen zestig dagen nadat het aanvullend reglement is ingekomen, dan kunnen de gemeenteraden het rechtstreeks aan de Minister voorleggen. Heeft de Minister geen uitspraak gedaan binnen zestig dagen nadat het aanvullend reglement of, zo nodig, het advies van de raadgevende commissie is ingekomen, dan kan het in werking gesteld worden.

Artikel 3. Onder voorbehoud van de artikelen 2 en 12 stellen de gemeenteraden de aanvullende reglementen betreffende de op het grondgebied van hun gemeente gelegen openbare wegen vast. Die reglementen werden ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister tot wiens bevoegdheid het wegverkeer behoort, na advies van de betrokken raadgevende commissies die krachtens artikel 4, eerste en tweede lid, mochten zijn ingesteld.

./.

Artikel 3 : artikel 1, § 2, eerste en tweede lid, van de wet van 1 augustus 1899, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 15 april 1964.

In het eerste lid werd de verwijzing "§ 3" vervangen door de verwijzing "de artikelen 2 en 12".

In hetzelfde lid werd de verwijzing "het derde en het vierde lid" vervangen door de verwijzing "artikel 4, eerste en tweede lid".

Hebben de raadgevende commissies geen advies uitgebracht binnen zestig dagen nadat het aanvullend reglement is ingekomen, dan kunnen de gemeenteraden het rechtstreeks aan de Minister voorleggen. Heeft de minister geen uitspraak gedaan binnen zestig dagen nadat het aanvullend reglement of, zo nodig, het advies van de raadgevende commissie is ingekomen, dan kan het in werking gesteld worden.

Artikel 4. De Koning kan, voor door hem te bepalen groepen van gemeenten, raadgevende commissies instellen die van advies dienen over de vraagstukken betreffende het verkeer en het stationeren van voertuigen in die groepen van gemeenten.

Die commissies zijn samengesteld uit de betrokken burgemeesters of hun gemachtigden en uit vertegenwoordigers van de Minister van Openbare Werken, van de Minister van Binnenlandse Zaken en van de Minister tot wiens bevoegdheid het wegverkeer behoort. De raadgevende commissies kunnen een vast secretariaat instellen waarvan de werkingskosten, onder door de Koning te bepalen voorwaarden, ten laste van de gemeenten komen, na advies van de betrokken commissie.

De Koning kan een nationale commissie instellen die belast is met het coördineren van de werkzaamheden van de raadgevende commissies. Hij bepaalt de samenstelling en de werkwijze van die nationale commissie. De vertegenwoordigers van de raadgevende commissies vormen er de meerderheid.

Artikel 5. Voor zover de politie van het wegverkeer betrekking heeft op permanente of periodieke toestanden, valt zij niet onder de bepalingen van de decreten van 14 december 1789 betreffende de oprichting van de gemeenten, van 22 december 1789 betreffende de oprichting van de primaire en de administratieve colleges en van 16 en 24 augustus 1790 op de rechterlijke organisatie.

./.

- -

Artikel 4 : artikel 1, § 2, derde, vierde, vijfde en zesde lid van de wet van 1 augustus 1899, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 15 april 1964.

Artikel 5 : artikel 8, § 2, van de wet van 1 augustus 1899, gewijzigd bij artikel 10 van de wet van 15 april 1964.

Artikel 6. De Minister van Financiën en de Minister tot wiens bevoegdheid het wegverkeer behoort kunnen in gemeen overleg aanvullende reglementen vaststellen betreffende de wegsignalisatie van de douanekantoren, de hulpkantoren van de douane en de andere aan de grens gelegen inningskantoren, alsmede van de controleposten die in de douanetoezichtsstroken langsheen de grens gevestigd zijn.

Artikel 7. De provincieraden mogen geen aanvullende reglementen met betrekking tot de politie van het wegverkeer vaststellen.

Artikel 8. Door de Koning kan last worden gegeven :

1° aan de provinciegouverneurs, het vervoer op al de wegen, in tijd van dooi, te regelen en, ten allen tijde, de machtigingen tot het vervoer van ondeelbare voorwerpen vereist af te leveren;

2° aan de bestendige deputaties, zich, buiten de dooitijd, te bemoeien met de toepassing der ladingstarieven en de vaststelling van de voorwaarden opgelegd voor het gebruiken van stoomwagens op de wegen.

./.

Artikel 6 : artikel 1, § 4, eerste lid, van de wet van 1 augustus 1899, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 15 april 1964.

Artikel 7 : artikel 1, § 7, van de wet van 1 augustus 1899, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 15 april 1964.

Artikel 8 : artikel 5 van de wet van 1 augustus 1899.

De woorden "Bij koninklijke besluiten" werden vervangen door de woorden "Door de Koning".

De onderverdelingen A en B werden vervangen door 1° en 2°.

HOOFDSTUK III. - SPORTWEDSTRIJDEN EN SPORTCOMPETITIES.

Artikel 9. De inrichting van en de deelneming aan sportwedstrijden of sportcompetities, die geheel of ten dele op de openbare weg plaats hebben, zijn verboden, behoudens voorafgaande en schriftelijke toelating van de burgemeesters van de gemeenten op welker grondgebied die wedstrijden of competities plaats hebben.

De toelating zal in voorkomend geval bepalen welke voorzorgen dienen getroffen en welke voorwaarden dienen nageleefd, zowel door de inrichters als door de deelnemers, in het belang van de veiligheid der personen, van het algemeen verkeer en van het normaal verloop van de wedstrijd of van de competitie.

De Koning stelt de voorwaarden vast waaraan bepaalde wedstrijden en competities alsmede het verlenen van de machtiging onderworpen moeten worden; deze voorwaarden hebben o.m. betrekking op de burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering.

HOOFDSTUK IV. - UITDRUKKELIJKE BEVELEN VAN DE BEVOEGDE PERSONEN.

Artikel 10. De bevoegde personen, die de kentekenen van hun functie dragen, kunnen het verkeer regelen door middel van uitdrukkelijke bevelen die voorrang hebben boven de bepalingen van het algemeen reglement en de aanvullende reglementen.

HOOFDSTUK V. - KENNISGEVING.

Artikel 11. De maatregelen tot regeling van het verkeer, genomen krachtens de artikelen 2, 3, 4, 6, 12 en 16 van

./.

Artikel 9 : Artikel 1, § 5, van de wet van 1 augustus 1899, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 15 april 1964.

Artikel 10 : artikel 1, § 6, van de wet van 1 augustus 1899, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 15 april 1964.

Artikel 11 : artikel 1quater ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 2 van de wet van 15 april 1964.

In het eerste lid, werd de verwijzing "§§ 2, 3 en 4 van artikel 1 van deze wet" vervangen door de verwijzing "de artikelen 2, 3, 4, 6, 12 en 16 van deze gecoördineerde wetten".

deze gecoördineerde wetten, of krachtens de artikelen 2 en 3 van de wet van 12 juli 1956 tot vaststelling van het statuut der autosnelwegen, moeten, om bindend te zijn, ter kennis van de belanghebbenden worden gebracht door agenten die de kentekenen van hun ambt dragen en ter plaatse opgesteld zijn, of door een passende signalisatie.

Dit geldt mede voor de maatregelen tot regeling van gelegenheidstoestanden door de gemeentelijke overheden genomen krachtens de decreten van 14 december 1789 betreffende de oprichting van de gemeenten en van 16 en 24 augustus 1790 op de rechterlijke organisatie en in de gevallen bedoeld in artikel 94 van de gemeentewet.

HOOFDSTUK VI. - REGIME EIGEN AAN DE AUTOSNELWEGEN.

Artikel 12. De openbare wegen die de Koning bij de categorie autosnelwegen indeelt blijven onderworpen aan het stelsel ingevoerd door de wet van 12 juli 1956 tot vaststelling van het statuut der autosnelwegen.

TITEL II. - SIGNALISATIE.

HOOFDSTUK I. - PLAATSING.

AFDELING I. - ALGEMENE REGELEN.

Artikel 13. Tekens die een gebod of een verbod inhouden moeten worden geplaatst door de overheid die de maatregel heeft genomen. Alle andere signalisatie op de openbare weg berust bij de overheid die het beheer van die weg heeft.

./.

Artikel 12 : artikel 1, § 3, zesde lid, van de wet van 1 augustus 1899, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 15 april 1964.

Artikel 13 : artikel 1quinquies ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 3 van de wet van 15 april 1964.

AFDELING II. - BELEMMERINGEN EN WERKEN.

Artikel 14. In afwijking van artikel 13, moeten de verkeersbelemmeringen gesignaleerd worden door diegene die de hindernis heeft doen ontstaan. Ingeval deze laatste hierin tekort schiet, neemt de overheid die met het beheer van de openbare weg is belast die verplichting op zich.

Het signaleren van de op de openbare weg in uitvoering zijnde werken berust, onder de door de Koning te bepalen voorwaarden, bij diegene die de werken uitvoert.

AFDELING III. - OVERWEGEN EN KRUISINGEN MET SPOORWEGEN.

Artikel 15. In afwijking van artikel 13, berust de signalisatie ter hoogte van overwegen en kruisingen met spoorwegen bij de exploitant van de spoorweg.

De signalisatie op afstand berust bij de overheid die het beheer van de openbare weg heeft.

AFDELING IV. - DOUANEZONES.

Artikel 16. De Minister van Financiën mag op de openbare wegen aanwijzingstekens plaatsen betreffende de wets- en reglementsbepalingen die het Bestuur der douanen en accijnzen moet doen in acht nemen.

./.

Artikel 14 : artikel 1sexies ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 4 van de wet van 15 april 1964.

In het eerste lid werd de verwijzing "1quinquies" vervangen door de verwijzing "13".

Artikel 15 : artikel 1 septies ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 5 van de wet van 15 april 1964.

In het eerste lid werd de verwijzing "1quinquies" vervangen door de verwijzing "13".

Artikel 16 : artikel 1, § 4, tweede lid, van de wet van 1 augustus 1899, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 15 april 1964.

Tussen de woorden "mag" en "op" werd het woord "ook" geschrapt.

HOOFDSTUK II. - LASTEN VAN DE SIGNALISATIE.

Artikel 17. De lasten, verbonden aan het aanbrengen, aan het onderhoud en aan de hernieuwing van de signalisaties, worden gedragen door degene die de signalisatie heeft aangebracht.

Nochtans worden de lasten van de signalisatie der verkeersbelemmeringen, geplaatst door de overheid belast met het beheer van de openbare weg ingeval degene die de hindernis deed ontstaan hierin tekort schiet, door deze laatste gedragen.

De lasten, verbonden aan de signalisatie, die met toepassing van artikel 2, vierde en vijfde lid, is aangebracht, kunnen geheel of gedeeltelijk worden gedragen door de overheid die het beheer heeft van de openbare weg waarop het aanvullend reglement betrekking heeft.

HOOFDSTUK III. - UITVOERING VAN AMBTSWEGE VAN DE SIGNALISATIEWERKEN.

Artikel 18, § 1. Indien de bij deze gecoördineerde wetten bedoelde signalisatie niet aangebracht of onderhouden wordt door de overheden op wie die verplichting rust, kan de Koning, nadat die overheden door de Minister tot wiens bevoegdheid het wegverkeer behoort twee achtereenvolgende malen schriftelijk verzocht werden hun verplichtingen na te komen, bevelen dat de nodige werken door een speciaal commissaris, die hij aanwijst, ambtshalve worden uitgevoerd.

Dit geldt mede wanneer de aangebrachte signalisatie niet aan de bij de algemene reglementen bepaalde voorwaarden voldoet.

./.

Artikel 17 : artikel 1octies ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 6 van de wet van 15 april 1964.

In het derde lid werd de verwijzing "1, § 3" vervangen door de verwijzing "2".

Artikel 18 : artikel 1nonies ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 7 van de wet van 15 april 1964.

In het eerste lid werd het woord "wet" vervangen door de woorden "gecoördineerde wetten".

§ 2. De Staat kan de uitgaaf, waartoe de uitvoering van ambtswege van de signalisatiewerken aanleiding heeft gegeven, voorschieten. In dat geval kan het bedrag ervan ten laste van de in gebreke gebleven overheid worden verhaald door bemiddeling van de Minister van Financiën.

§ 3. Met het oog op het toezicht over de uitvoering van voorgaande bepalingen, wordt de Koning ertoe gemachtigd bij het ministerieel departement, waaronder het wegverkeer ressorteert, een dienst voor het inspecteren van de wegsignalisatie op te richten.

§ 4. De bepalingen van dit artikel vinden geen toepassing wanneer de signalisatie door de Staat moet aangebracht worden.

TITEL III. - RIJBEWIJS EN LEERVERGUNNING.

HOOFDSTUK I. - ALGEMENE REGELEN.

Artikel 19. Niemand mag, op een openbare weg, een motorrijtuig besturen, tenzij hij houder is van, en tevens bij zich heeft : een rijbewijs of een leervergunning overeenkomstig deze gecoördineerde wetten in België afgegeven, of een buitenlands nationaal of internationaal rijbewijs onder de voorwaarden vastgesteld door de bepalingen die inzake internationaal wegverkeer van toepassing zijn. Het rijbewijs of de leervergunning moeten geldig zijn voor de categorie waartoe het rijtuig behoort.

De Koning mag, onder de voorwaarden welke hij stelt, de bestuurders van bepaalde motorrijtuigen van deze verplichting vrijstellen.

Artikel 20. De bestuurder is gehouden het rijbewijs of de leervergunning te vertonen op iedere vordering van een

./.

Artikel 19 : artikel 1bis, § 1, ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 1 van de wet van 1 augustus 1963.

In het eerste lid werd het woord "wet" vervangen door de woorden "gecoördineerde wetten".

Artikel 20 : artikel 1bis, § 2, ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 1 van de wet van 1 augustus 1963.

De woorden "wet" werden vervangen door de woorden "gecoördineerde wetten".

ambtenaar of een beambte bevoegd verklaard om overtreding van deze gecoördineerde wetten en van de krachtens deze gecoördineerde wetten uitgevaardigde reglementen, vast te stellen.

HOOFDSTUK II. - RIJBEWIJS.

Artikel 21. Het Belgisch rijbewijs wordt afgegeven indien de verzoeker aan volgende voorwaarden voldoet :

1° een verklaring ondertekenen, waarin bevestigd wordt dat hij niet vervallen is van het recht om de rijtuigen te besturen van de categorie waarvoor het rijbewijs wordt aangevraagd; de verzoeker moet nochtans met gunstig gevolg het onderzoek ondergaan hebben, hem eventueel opgelegd krachtens artikel 47 voor het besturen van een rijtuig van de categorie waarvoor het rijbewijs wordt aangevraagd;

2° een verklaring ondertekenen, waarin bevestigd wordt dat hij de kennis en vaardigheid bezit die nodig zijn voor het besturen van rijtuigen van elke categorie, waarvoor het rijbewijs wordt aangevraagd; deze verklaring wordt vervangen door een door de Koning in te richten praktisch examen, indien het rijbewijs wordt aangevraagd met het oog op het besturen van :

   a) rijtuigen welke gebruikt worden voor de diensten bedoeld in de besluitwet van 30 december 1946, houdende herziening en coördinatie van de wetgeving betreffende het bezoldigd vervoer van personen door middel van automobielen, daarin begrepen de vervoerdiensten bepaald onder artikel 2, tweede lid, 1° en 2° en het huren van auto's bedoeld in artikel 23, tweede lid, van dezelfde besluitwet,

   b) zware of hinderlijke rijtuigen of slepen, waarvan de kenmerken door de Koning bepaald worden;

3° een verklaring ondertekenen, waarin bevestigd wordt dat hij niet lijdt aan een van de door de Koning bepaalde lichaamsgebreken en kwalen.

In de door de Koning bepaalde gevallen echter wordt deze verklaring vervangen door een getuigschrift, waarin bevestigd wordt dat de betrokkene met gunstig gevolg een door hem in te richten onderzoek heeft ondergaan.

./.

Artikel 21 : artikel 1ter, § 1, ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 2 van de wet van 1 augustus 1963.

In het eerste lid, 1°, werd de verwijzing "2-14" vervangen door de verwijzing "47".

Betreft het een bestuurder, die valt onder de reglementsbepalingen welke de Koning inzake geneeskundig toezicht en geneeskundige schifting heeft uitgevaardigd ter uitvoering van de besluitwet van 30 december 1946 houdende herziening en coördinatie van de wetgeving betreffende het bezoldigd vervoer van personen door middel van automobielen, dan moet de verzoeker het bij die bepalingen vereiste getuigschrift van geneeskundige schifting overleggen;

4° geslaagd zijn voor een door de Koning in te richten examen over de kennis van de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de politie over het wegverkeer.

Van dit examen is vrijgesteld de verzoeker die een getuigschrift overlegt, afgegeven hetzij door een onder door de Koning te bepalen voorwaarden erkende rijschool, hetzij door een door hem aan te wijzen overheidsorgaan, waarin wordt bevestigd dat de betrokkene geslaagd is voor een examen over die stof.

Artikel 22. De houder van een Belgisch rijbewijs moet dit overleggen aan het overheidsorgaan dat het heeft afgegeven, hetzij voor kanttekeningen, hetzij voor intrekking, indien :

1° hij lijdt aan een van de door de Koning, overeenkomstig 21, eerste lid, 3°, bepaalde lichaamsgebreken of kwalen,

2° hij onderworpen is en niet meer voldoet aan de reglementsbepalingen welke de Koning inzake geneeskundig toezicht en geneeskundige schifting heeft uitgevaardigd ter uitvoering van de besluitwet van 30 december 1946 houdende herziening en coördinatie van de wetgeving betreffende het bezoldigd vervoer van personen door middel van automobielen.

Die formaliteit moet vervuld worden binnen vier dagen na de dag waarop de houder kennis krijgt van het lichaamsgebrek of van de kwaal, of binnen vier dagen na de intrekking van het getuigschrift van geneeskundige schifting; de zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen zijn in deze termijnen niet begrepen.

./.

Artikel 22 : artikel 1ter, § 3, ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 2 van de wet van 1 augustus 1963.

In het eerste lid, 1°, werd de verwijzing "1ter, § 1" vervangen door de verwijzing "21, eerste lid".

Het rijbewijs, teruggegeven bij toepassing van 1°, wordt terug overhandigd aan de houder die, in de door de Koning bepaalde gevallen, met gunstig gevolg een door hem in te richten examen heeft ondergaan.

HOOFDSTUK III. - LEERVERGUNNING.

Artikel 23. De leervergunning wordt afgegeven, gebezigd en aan het overheidsorgaan teruggegeven, onder de door de Koning te bepalen voorwaarden.

HOOFDSTUK IV. - GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN.

Artikel 24. De Koning bepaalt de modellen van het Belgisch rijbewijs en van de Belgische leervergunning, de categorieën van rijtuigen waarvoor zij afgegeven worden, alsook de voorschriften betreffende de afgifte, de geldigheid, de vernieuwing, de vervanging en de teruggave ervan.

Artikel 25. De Koning bepaalt het tarief van de ten bate van de Staat of van de erkende instellingen te heffen retributies voor gehele of gedeeltelijke dekking van de bestuurs-, controle- en toezichtskosten, welke de toepassing van de artikelen 21, 22, 23 en 24 of van de op grond daarvan uitgevaardigde reglementsbepalingen medebrengt.

TITEL IV. - STRAFBEPALINGEN EN VEILIGHEIDSMAATREGELEN.

HOOFDSTUK I. OVERTREDINGEN.

Artikel 26. Overtreding van de verordeningen, uitgevaardigd op grond van deze gecoördineerde wetten, wordt ge-

./.

Artikel 23 : artikel 1ter, § 4, ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 2 van de wet van 1 augustus 1963.

Artikel 24 : artikel 1ter, § 5, ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 2 van de wet van 1 augustus 1963.

Artikel 25 : artikel 1ter, § 6, ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 2 van de wet van 1 augustus 1963.

De verwijzing "dit artikel" werd vervangen door de verwijzing "de artikelen 21, 22, 23 en 24".

Artikel 26 : artikel 2-1 ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 3 van de wet van 15 april 1958.
In het eerste lid werd het woord "wet" vervangen door de woorden "gecoördineerde wetten".

straft met gevangenisstraf van één dag tot één maand, en met geldboete van 10 frank tot 500 frank, of met één van die straffen alleen.

In geval van verzachtende omstandigheden kan de geldboete verminderd worden, zonder dat ze echter minder dan 1 frank mag bedragen.

De straffen worden verdubbeld :

1° Bij herhaling binnen het jaar te rekenen van de dag waarop een vorig in kracht van gewijsde gegaan vonnis van veroordeling werd uitgesproken;

2° Zo het misdrijf bij nacht werd gepleegd.

Artikel 27. Elke bestuurder van een voertuig die, wetend dat dit voertuig oorzaak van, dan wel aanleiding tot een ongeval is geweest, de vlucht neemt om zich aan de dienstige vaststellingen te onttrekken, wordt, zelfs wanneer het ongeval niet aan zijn schuld is te wijten, gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee maanden, en met geldboete van 26 frank tot 1.000 frank, of met één van die straffen alleen.

Heeft het ongeval voor een ander slagen, verwondingen of de dood tot gevolg gehad, dan wordt de bestuurder gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar, en met geldboete van 100 frank tot 5.000 frank, of met één van die straffen alleen.

Artikel 28. Met gevangenisstraf van acht dagen tot één maand, en met geldboete van 26 frank tot 100 frank, of met één van die straffen alleen, wordt gestraft, al wie

./.

Artikel 27, eerste lid : artikel 2-2, eerste lid, ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 3 van de wet van 15 april 1958, gewijzigd wat de Nederlandse versie betreft door artikel 3 van de wet van 1 augustus 1963;

tweede lid : artikel 2-2, tweede lid, ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 3 van de wet van 15 april 1958.

Artikel 28 : artikel 2-3 ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 3 van de wet van 15 april 1958.

In het tweede lid werd de verwijzing "4bis" vervangen door de verwijzing "54".

op een openbare plaats een voertuig bestuurt of een rijdier geleidt na alcoholische dranken in zodanige hoeveelheid te hebben gebruikt, dat het alcoholgehalte in zijn bloed op het ogenblik dat hij bestuurt of geleidt, ten minste 1,5 g per duizend bedraagt.

Met dezelfde straffen wordt gestraft, al wie op een openbare plaats een voertuig bestuurt of een rijdier geleidt, minder dan twee uren nadat hij door een in artikel 54 bedoelde ambtenaar of beambte verzocht was zich ervan te onthouden wegens vertoonde tekenen van intoxicatie door alcohol, en zonder wettige reden geweigerd heeft een bloedproef te laten verrichten.

Artikel 29. Met gevangenisstraf van vijftien dagen tot drie maanden, en met geldboete van 100 frank tot 500 frank, of met één van die straffen alleen, wordt gestraft al wie in staat van dronkenschap op een openbare plaats een voertuig bestuurt of een rijdier geleidt.

Artikel 30. Indien iemand, die bij toepassing van artikel 28 of van artikel 29 is veroordeeld, binnen drie jaar een van deze bepalingen opnieuw overtreedt, zijn de straffen :

1° Bij overtreding van artikel 28, gevangenisstraf van één maand tot drie maanden en geldboete van 100 frank tot 500 frank, of één van die straffen alleen;

2° Bij overtreding van artikel 29, gevangenisstraf van één maand tot zes maanden, en geldboete van 200 frank tot 1.000 frank, of één van die straffen alleen.

In geval van nieuwe herhaling binnen drie jaar, te rekenen van de tweede veroordeling, kunnen de hierboven bepaalde gevangenisstraffen en geldboeten worden verdubbeld.

./.

- -

Artikel 29 : artikel 2-4 ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 3 van de wet van 15 april 1958.

Artikel 30 : artikel 2-5 ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 3 van de wet van 15 april 1958.

In het eerste lid werden de verwijzingen "2-3" en "2-4" respectievelijk vervangen door de verwijzingen "28" en "29".

Artikel 31. Met gevangenisstraf van acht dagen tot één maand, en met geldboete van 50 frank tot 200 frank, of met één van die straffen alleen, wordt gestraft, al wie een persoon die kennelijk dronken is of duidelijke tekenen van intoxicatie door alcohol vertoont, aanzet of uitdaagt tot het besturen van een voertuig of het geleiden van een rijdier.

Met dezelfde straffen wordt gestraft, hij die een voertuig of een rijdier toevertrouwt aan een persoon die kennelijk dronken is of duidelijke tekenen van intoxicatie door alcohol vertoont.

Artikel 32. Met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van 500 frank tot 2.000 frank, of met één van die straffen, wordt gestraft al wie :

1° een voertuig of een luchtschip bestuurt of een rijdier geleidt, spijts het tegen hem uitgesproken verval;

2° een motorrijtuig bestuurt zonder houder te zijn van het rijbewijs of van de leervergunning, vereist voor het besturen van dit rijtuig;

3° een motorrijtuig bestuurt van de categorie bedoeld in de beslissing tot vervallenverklaring zonder het bij artikel 47 voorgeschreven onderzoek met gunstig gevolg te hebben ondergaan;

4° een motorrijtuig bestuurt terwijl het rijbewijs of de leervergunning vereist voor het besturen van dit rijtuig, hem met toepassing van de artikelen 49, 50 en 51 is ontnomen;

5° een valse verklaring heeft afgelegd om de afgifte van een rijbewijs of een leervergunning te bekomen;

./.

Artikel 31 : artikel 2-6 ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 3 van de wet van 15 april 1958.

Artikel 32 : artikel 2-17, § 1, ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 7 van de wet van 1 augustus 1963.

In het eerste lid, 3°, werd de verwijzing "2-14" vervangen door de verwijzing "47".
In het eerste lid, 4°, werd de verwijzing "artikel 2-16" vervangen door de verwijzing "de artikelen 49, 50 en 51".
In het eerste lid, 6°, werd de verwijzing "1ter, § 3" vervangen door de verwijzing "22" en de verwijzing "1ter, § 4" vervangen door de verwijzing "23".
In het eerste lid, 7°, werd de verwijzing "1ter, § 4" vervangen door de verwijzing "23".

6° een rijbewijs of een leervergunning niet teruggegeven heeft, in de gevallen en onder de voorwaarden vastgesteld in artikel 22 of in de ter uitvoering van artikel 23 genomen besluiten;

7° de overeenkomstig artikel 23 bepaalde gebruiksvoorwaarden van de leervergunning overtreedt.

In de gevallen bedoeld onder 2°, 3°, 4°, 5°, 6° en 7°, kan de rechter bovendien het verval uitspreken, hetzij voor goed, hetzij tijdelijk voor een duur van ten minste vijftien dagen en ten hoogste twee jaar. In het geval onder 1° moet hij dit verval uitspreken.

In de gevallen bedoeld onder 5° en 6° worden de verkregen of niet teruggegeven documenten in beslag genomen en de verbeurdverklaring ervan wordt in geval van veroordeling uitgesproken.

Artikel 33. Met gevangenisstraf van één dag tot één maand en met geldboete van 10 frank tot 500 frank, of met één van die straffen alleen, wordt gestraft al wie :

1° buiten de in artikel 32 bedoelde gevallen een motorrijtuig bestuurt, zonder het rijbewijs of de leervergunning vereist voor het besturen van dat rijtuig bij zich te hebben;

2° het bepaalde in artikel 48, § 1, of in artikel 49, derde lid, overtreedt;

In geval van verzachtende omstandigheden kan de geldboete verminderd worden, zonder dat ze echter minder dan 1 frank mag bedragen.

De straffen worden verdubbeld bij herhaling binnen het jaar te rekenen van de dag waarop een vorig in kracht van gewijsde gegaan vonnis van veroordeling werd uitgesproken.

./.

- -

Artikel 33 : artikel 2-17, § 2, ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 7 van de wet van 1 augustus 1963.

In het eerste lid, werden de verwijzingen "§ 1", "2-15", "2-16, § 1, laatste lid", respectievelijk vervangen door de verwijzingen "artikel 32", "48", "49, derde lid".

Artikel 34. Elke persoon die wetens een voertuig, een luchtschip of een rijdier toevertrouwt aan een persoon die van het recht tot sturen vervallen is verklaard, wordt gestraft met geldboete van 100 frank tot 1.000 frank.

Met dezelfde straf wordt gestraft elke persoon die wetens een motorrijtuig toevertrouwt aan een persoon, die niet voorzien is van het rijbewijs of van de leervergunning vereist voor het besturen van dit rijtuig.

Bovendien kan de rechter de tijdelijke oplegging van het voertuig uitspreken indien dit eigendom is van de dader van het in het eerste of het tweede lid bedoeld misdrijf, of uitsluitend te zijner beschikking staat voor een termijn die ten minste gelijk is aan de duur van de oplegging, wanneer verval van het recht tot sturen ten laste van de bestuurder met toepassing van artikel 32, tweede lid, werd uitgesproken.

Oplegging mag voor geen langere duur dan die van het verval worden uitgesproken.

De rechter kan verbeurdverklaring van het voertuig bevelen indien dit eigendom is van de dader van het in het eerste of in het tweede lid van dit artikel bedoelde misdrijf, wanneer verval van het recht tot sturen ten laste van de bestuurder met toepassing van artikel 32, tweede lid, hetzij voorgoed, hetzij voor een termijn van ten minste zes maanden werd uitgesproken.

De bepalingen van artikel 52, § 3, en van artikel 35, zijn van toepassing in geval van tijdelijke oplegging of van verveurdverklaring.

Artikel 35. Al wie gebruik maakt of aan een derde toelaat gebruik te maken van een voertuig waarvan hij weet dat de oplegging of de verbeurdverklaring is uitgesproken, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van 100 frank tot 1.000 frank, of met één van die straffen alleen.

./.

Artikel 34 : artikel 2-18 ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 8 van de wet van 1 augustus 1963.
In het derde en het vijfde lid werd de verwijzing "2-17, § 1" vervangen door de verwijzing "32". In het zesde lid werd de verwijzing "2-12, §§ 3 en 4," vervangen door de verwijzing "52, § 3 en van artikel 35".

Artikel 35 : artikel 2-12, § 4, ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 3 van de wet van 15 april 1958.

Artikel 36. Hij die zonder wettige reden weigert de bloedproef te laten verrichten wordt gestraft met de in artikelen 28 en 38, eerste lid, 2°, bepaalde straffen.

HOOFDSTUK II. - VERVAL VAN HET RECHT TOT HET BESTUREN

AFDELING I. - VERVAL UITGESPROKEN ALS STRAF.

Artikel 37. Bij de veroordeling wegens overtreding van de politie van het vervoer, of wegens verkeersongeval, kan de rechter, voor zover het misdrijf of het ongeval aan het persoonlijk toedoen van de dader te wijten is, het verval van het recht tot het besturen van een voertuig of een luchtschip of het geleiden van een rijdier uitspreken, hetzij voorgoed, hetzij voor een duur van ten minste acht dagen en ten hoogste twee jaar :

1° Zo een veroordeling wordt uitgesproken wegens doding of verwonding;

2° Zo de schuldige binnen twee jaar vóór het misdrijf drie veroordelingen wegens enigerlei overtreding van de verkeersverordeningen heeft opgelopen, ofwel binnen vijf jaar tevoren veroordeeld werd wegens doding of tweemaal veroordeeld werd wegens slagen en verwondingen naar aanleiding van een aan zijn persoonlijk toedoen te wijten verkeersongeval.

Artikel 38. De rechter kan hetzelfde verval voor de hierna bepaalde duur uitspreken :

./.

Artikel 36 : artikel 4bis, tweede lid, ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 4 van de wet van 15 april 1958.

De verwijzing "2-3 en 2-7, § 2, 2°" werd vervangen door de verwijzing "28 en 38, eerste lid, 2°".

Artikel 37 : artikel 2-7, § 1, ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 3 van de wet van 15 april 1958.

Artikel 38 : artikel 2-7, § 2, ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 3 van de wet van 15 april 1958.

In het eerste lid werden de verwijzingen "2-2", "in het laatste lid van dat artikel", "2-3" en 2-4" respectievelijk vervangen door de verwijzingen "27", "in artikel 27, tweede lid", "28" en "29".

1° Wanneer hij veroordeelt wegens het misdrijf omschreven in artikel 27, voor een duur van ten minste acht dagen en ~~ten hoogste twee~~ jaar; in het geval bedoeld in artikel 27, tweede lid, kan hij het voorgoed uitspreken;

2° Wanneer hij veroordeelt wegens een van de misdrijven omschreven in artikel 28, voor een duur van ten minste acht dagen en ten hoogste zes maanden;

3° Wanneer hij veroordeelt wegens inbreuk op artikel 29, voor een duur van ten minste acht dagen, en ten hoogste twee jaar.

In het geval bedoeld onder 3°, kan de rechter bovendien de overige , in artikel 10 van de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap bedoelde vervallenverklaringen en ontzettingen uitspreken.

Artikel 39. In de gevallen van herhaling als bedoeld in artikel 30, kan de rechter hetzelfde verval van het recht tot sturen uitspreken voor een duur van ten minste één maand en ten hoogste twee jaar. Hij kan het voorgoed uitspreken wanneer de eerste veroordeling of de nieuwe werd uitgesproken wegens overtreding van artikel 29.

In het geval van een nieuwe herhaling, als bedoeld in artikel 30, tweede lid, wordt het definitief verval altijd uitgesproken.

Artikel 40. Elk verval dat als straf uitgesproken werd, gaat in de vijfde dag na die waarop het openbaar ministerie de kennisgeving aan de veroordeelde heeft gedaan.

./.

- -

Artikel 39 : artikel 2-7, § 3, ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 3 van de wet van 15 april 1958.

De verwijzing "2-4" werd vervangen door de verwijzing "29"; de verwijzing "2-5, laatste lid" werd vervangen door de verwijzing "30, tweede lid". Omwille van overeenstemming met de Franse versie werd het oorspronkelijk eerste en tweede lid samengevoegd.

Artikel 40 : artikel 2-7, § 4, ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 3 van de wet van 15 april 1958.

Artikel 41. Indien ingevolge samenloop van misdrijven de bij deze gecoördineerde wetten bepaalde vrijheidsstraffen en geldboeten niet uitgesproken worden, is dit nochtans wel het geval voor het verval van het recht tot sturen onder de voorwaarden als bepaald in deze gecoördineerde wetten.

Artikel 42. De straffen van verval die overeenkomstig artikel 40 ten uitvoer worden gelegd, worden slechts tegelijkertijd ondergaan indien zij verschillende vervoermiddelen betreffen.

AFDELING II. - VERVAL UITGESPROKEN WEGENS LICHAMELIJKE ONGESCHIKTHEID.

Artikel 43. Het verval van het recht tot sturen moet uitgesproken worden wanneer, naar aanleiding van een veroordeling wegens overtreding van de politie van het vervoer of wegens verkeersongeval te wijten aan het persoonlijk toedoen van de dader, de schuldige lichamelijk ongeschikt wordt bevonden tot het besturen van een voertuig of een luchtschip of tot het geleiden van een rijdier ; in dat geval wordt het verval uitgesproken, hetzij voorgoed, hetzij voor een termijn gelijk aan de waarschijnlijke duur van de ongeschiktheid al naargelang deze blijvend of voorlopig blijkt te zijn.

./.

Artikel 41 : artikel 2-10 ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 3 van de wet van 15 april 1958.

Teneinde een materiële fout te herstellen die haar oorsprong vindt in de gedrukte stukken van het Parlement en omwille van overeenstemming met de Franse versie, werd het lidwoord "de" na het woord "vrijheidsstraffen" vervangen door het voegwoord "en".

Het woord "wet" werd vervangen door de woorden "gecoördineerde wetten".

Artikel 42 : artikel 2-11 ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 3 van de wet van 15 april 1958.

De verwijzing "§ 4 van artikel 2-7 van deze wet" werd vervangen door de verwijzing "artikel 40".

Artikel 43 : artikel 2-8, § 1, ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899, door artikel 3 van de wet van 15 april 1958.

Artikel 44. Het verval van het recht tot sturen wegens lichamelijke ongeschiktheid van de bestuurder gaat in bij de uitspraak van de beslissing wanneer deze op tegenspraak is gewezen en vanaf de betekening wanneer zij is gewezen bij verstek, ondanks alle verhaal.

Artikel 45. Hij die wegens lichamelijke ongeschiktheid van het recht tot sturen vervallen is verklaard, kan na twee jaar om opheffing van het verval verzoeken zo aan zijn ongeschiktheid een einde is gekomen. Het verzoek wordt ingediend bij dagvaarding aan het openbaar ministerie voor het gerecht dat de maatregel van het verval heeft uitgesproken. Tegen de uitspraak van dit gerecht staat geen hoger beroep open.

Wordt het verzoek afgewezen, dan kan geen nieuw verzoek worden ingediend vóór een termijn van twee jaar te rekenen van de datum der afwijzing is verstreken.

AFDELING III. - GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN.

Artikel 46. In alle gevallen waarin het verval van het recht tot sturen wordt uitgesproken, kan de rechter dat verval beperken tot de vervoermiddelen die hij aangeeft.

Artikel 47. Al wie verval van het recht tot sturen heeft opgelopen na 25 mei 1965, mag, wanneer het verval geëindigd is, een motorrijtuig van een der categorieën waarop de beslissing van vervallenverklaring slaat, slechts besturen mits hij, met gunstig gevolg, een theoretisch en praktisch, geneeskundig en psychotechnisch onderzoek heeft ondergaan, tenzij hij er geheel of gedeeltelijk door de

./.

Artikel 44 : artikel 2-8, § 2, ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 3 van de wet van 15 april 1958.

Artikel 45 : artikel 2-8, § 3, ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 3 van de wet van 15 april 1958.

Artikel 46 : artikel 2-9 ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 3 van de wet van 15 april 1958.

Artikel 47 : artikel 2-14 ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 3 van de wet van 15 april 1958, gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 1 augustus 1963.

In het eerste lid werd de verwijzing "2-8, § 3" vervangen door de verwijzing "45". In hetzelfde lid werden de woorden "de inwerkingtreding van deze wet" vervangen door de woorden "25 mei 1965".

rechter van vrijgesteld zou zijn of tenzij het een verval wegens lichamelijke ongeschiktheid betreft waarvan hij de opheffing heeft bekomen krachtens artikel 45.

De Koning bepaalt de organisatie en de nadere regelen van dit onderzoek en stelt het tarief vast van de ten bate van de Staat of van de erkende instellingen te heffen retributies om de kosten ervan te dekken.

De bepaling van dit artikel is niet van toepassing op de houder van een buitenlands rijbewijs.

Artikel 48. § 1. Al wie verval van het recht tot sturen heeft opgelopen, is gehouden aan de griffier van het gerecht dat de beslissing heeft uitgesproken, voor te leggen of te doen toekomen : het rijbewijs of de leervergunning, wanneer het gaat om verval van het recht tot het besturen van een motorrijtuig waarvoor één van deze stukken werd afgegeven; de identiteistkaart voorgeschreven bij het besluit van de Regent van 1 maart 1950 of het zodanig geldend bewijs, in de andere gevallen.

Die formaliteit moet vervuld worden binnen vier dagen na de dag waarop het openbaar ministerie de kennisgeving aan de veroordeelde heeft gedaan overeenkomstig artikel 40 of, in geval van verval uitgesproken wegens lichamelijke ongeschiktheid, binnen vier dagen na de uitspraak van de beslissing wanneer deze op tegenspraak is gewezen, of na de betekening wanneer zij bij verstek is gewezen, ondanks alle verhaal; de zaterdagen, de zondagen en wettelijke feestdagen zijn in deze termijnen niet begrepen.

§ 2. Op het ingeleverde stuk wordt melding gemaakt van de rechterlijke beslissing waarbij het verval van het recht tot sturen wordt uitgesproken, van de duur ervan, alsmede van het krachtens artikel 47 te ondergaan onderzoek.

§ 3. De leervergunning wordt door de griffier teruggezonden aan het overheidsorgaan dat ze heeft afgegeven.

./.

Artikel 48 : artikel 2-15 ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 3 van de wet van 15 april 1958, gewijzigd bij artikel 5 van de wet van 1 augustus 1963.

In het eerste lid werd de verwijzing "§ 4 van artikel 2-7" vervangen door de verwijzing "artikel 40".

In §§ 2, 5 en 6, 1°, werd de verwijzing "2-14" vervangen door de verwijzing "47".

§ 4. Het rijbewijs wordt op de griffie gehouden wanneer het verval alle categorieën van rijtuigen betreft waarvoor het afgegeven is.

§ 5. Naar gelang van het geval vermeldt de griffier op het rijbewijs, de identiteitskaart of op het als zodanig geldende bewijs, elke beslissing waarbij definitief een einde wordt gemaakt aan het verval alsook het gunstig verloop van het onderzoek dat ondergaan is krachtens artikel 47.

§ 6. Het rijbewijs wordt door de griffier teruggegeven :

1° wanneer het verval geëindigd is, indien de houder het in artikel 47 bedoelde onderzoek met gunstig gevolg heeft ondergaan, tenzij hij ervan vrijgesteld was of er niet aan onderworpen is ;

2° wanneer de houder van een buitenlands rijbewijs het grondgebied verlaat.

§ 7. De meldingen aangebracht krachtens dit artikel worden eveneens vermeld op elk later af te geven stuk, behalve in geval van eerherstel of amnestie.

HOOFDSTUK III. - ONMIDDELLIJKE INTREKKING VAN HET RIJBEWIJS OF DE LEERVERGUNNING.

Artikel 49. Onverminderd het bepaalde in artikel 48 kan het rijbewijs of de leervergunning onmiddellijk ingetrokken worden :

1° indien de bestuurder kennelijk dronken is of duidelijke tekenen van intoxicatie door alcohol vertoont ;

2° indien de bestuurder de vlucht heeft genomen om zich aan de nuttige vaststellingen te onttrekken ;

3° indien het verkeersongeval klaarblijkelijk aan de zware fout van de bestuurder te wijten is, aan een ander ernstige verwondingen of de dood heeft veroorzaakt ;

4° indien de bestuurder vervallen is verklaard van het recht tot het besturen van een motorrijtuig uit de categorie van het rijtuig dat hij gebruikt.

./.

Artikel 49 : artikel 2-16, § 1, ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 3 van de wet van 15 april 1958, gewijzigd bij artikel 6 van de wet van 1 augustus 1963.

In het eerste lid werd de verwijzing "2-15" vervangen door de verwijzing "48".

Het onmiddellijk intrekken wordt bevolen, hetzij door de procureur des Konings, hetzij door de ambtenaar van het openbaar ministerie bij de politierechtbank, wanneer het misdrijf onder de bevoegdheid van de politierechtbank valt en de procureur des Konings geen opsporingsonderzoek instelt of geen gerechtelijk onderzoek vordert krachtens artikel 138, eerste lid, van het Wetboek van strafvordering, hetzij door de krijgsauditeur wanneer het misdrijf onder de bevoegdheid van de krijgsraad valt. Onmiddellijke intrekking kan echter alleen door de procureur-generaal bij het Hof van beroep of door de auditeur-generaal bij het Krijgshof worden gelast indien de feiten tot de bevoegdheid van één dezer hoven behoren.

De bestuurder is ertoe gehouden zijn rijbewijs of zijn leervergunning terug te geven op het verzoek van de politie of van de rijkswacht, na vordering van de ambtenaar van het openbaar ministerie die de intrekking heeft bevolen. Bij ontstentenis mag deze ambtenaar het in beslag nemen van het document bevelen.

Artikel 50. Het rijbewijs en de leervergunning mogen door de ambtenaar van het openbaar ministerie, die de intrekking ervan heeft bevolen, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van de bestuurder, worden teruggegeven.

Ze worden teruggegeven indien de rechter geen verval van het recht tot sturen uitspreekt of wanneer de houder van een buitenlands rijbewijs het grondgebied verlaat.

Artikel 51. Indien de rechter het verval van het recht tot sturen uitspreekt, wordt het rijbewijs of de leervergunning

./.

Artikel 50 : artikel 2-16, § 2, ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 3 van de wet van 15 april 1958, gewijzigd bij artikel 6 van de wet van 1 augustus 1963.

Artikel 51 : artikel 2-16, § 3, ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 3 van de wet van 15 april 1958, gewijzigd bij artikel 6 van de wet van 1 augustus 1963.

In het eerste lid werd de verwijzing "2-15" vervangen door de verwijzing "48".

In het tweede lid werd de verwijzing "§ 1" vervangen door de verwijzing "artikel 49, eerste lid".

ter griffie ingeleverd opdat er zou worden gehandeld overeenkomstig het bepaalde in artikel 48, §§ 2 tot 6.

Indien tijdelijk verval van het recht tot sturen wordt uitgesproken, wordt de tijd gedurende welke het rijbewijs of de leervergunning, met toepassing van artikel 49, eerste lid, 1°, 2° en 3°, werd ingetrokken, behalve de perioden van hechtenis door de veroordeelde ondergaan gedurende die tijd, aangerekend op de duur van het verval.

HOOFDSTUK IV. - TIJDELIJKE OPLEGGING EN VERBEURDVERKLARING VAN HET VOERTUIG.

Artikel 52. § 1. De rechter kan tijdelijke oplegging van het voertuig bevelen in alle gevallen waarin het tijdelijke verval van het recht tot het besturen van een voertuig als straf wordt uitgesproken, voor zover het voertuig eigendom is van de dader van het misdrijf of uitsluitend te zijner beschikking staat voor een termijn die ten minste gelijk is aan de duur van de oplegging. Oplegging mag voor geen langere duur dan die van het tijdelijk verval van het recht tot sturen worden uitgesproken.

Hij kan verbeurdverklaring van het voertuig bevelen wanneer het verval definitief is of ten minste zes maanden bedraagt, zo het voertuig eigendom is van de dader van het misdrijf.

Tijdelijke oplegging en verbeurdverklaring van het voertuig kunnen eveneens bevolen worden binnen de perken, bepaald in het eerste en tweede lid, in geval van veroordeling wegens overtreding van artikel 27, wanneer de eigenaar van het voertuig ofwel tot die overtreding aangezet heeft ofwel ze geduld heeft.

§ 2. Bij afwijking van artikel 43, eerste lid, van het Strafwetboek, wordt de verbeurdverklaring van het voertuig wegens overtreding van deze gecoördineerde wetten enkel uitgesproken in de gevallen die zij bepalen.

§ 3. Bij tijdelijke oplegging worden op het voertuig de zegels gelegd of wordt het aan de ketting gelegd, een en ander op kosten en risico van de dader van het misdrijf.

./.

Artikel 52 : artikel 2-12, §§ 1, 2 en 3, ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 3 van de wet van 15 april 1958.

In § 1, derde lid, werd de verwijzing "2-2" vervangen door de verwijzing "27".

In § 2, werd het woord "wet" vervangen door de woorden "gecoördineerde wetten".

TITEL V. - PUBLIEKE VORDERING EN BURGERLIJKE VORDERING.

HOOFDSTUK I. - OPSPORING EN VASTSTELLING DER OVERTREDINGEN.

Artikel 53. De ambtenaren en beambten der overheid, door de Regering aangesteld om over de uitvoering van deze gecoördineerde wetten te waken, stellen de misdrijven tegen deze gecoördineerde wetten en tegen de verordeningen vast door processen-verbaal, die volledig bewijs opleveren zolang het tegendeel niet bewezen is.

Een afschrift van die processen-verbaal wordt aan de overtreders gezonden binnen een termijn van acht dagen te rekenen van de datum van vaststelling van de overtredingen.

In geval van misdrijf tegen de bepalingen der verordeningen die voor de voertuigen een maximum van vracht voorschrijven, kunnen de hierboven genoemde ambtenaren en beambten, alsook alle officieren van rechterlijke politie, de voerlieden verplichten hun voertuigen te ontlasten van het vastgesteld overwicht.

Weigert een voerman zulks te doen, dan wordt het voertuig, op kosten, risico en gevaar van de overtreder of van hen die voor hem aansprakelijk zijn, ingehouden.

./.

Artikel 53, eerste lid : artikel 4, eerste lid, van de wet van 1 augustus 1899 ;
tweede lid : artikel 4, tweede lid, van de wet van 1 augustus 1899, gewijzigd bij artikel 8 van de wet van 15 april 1964 ;
derde en vierde lid : artikel 4, derde en vierde lid, van de wet van 1 augustus 1899.

In het eerste lid werden de woorden "dezer wet" vervangen door de woorden "van deze gecoördineerde wetten" en de woorden "de wet" door de woorden "de gecoördineerde wetten".

Artikel 54. De procureur des Konings, de officieren van gerechtelijke politie, hulpofficieren van die magistraat, het personeel van het Rijkswachtkorps, alsmede de ambtenaren en beambten van de plaatselijke politie kunnen bij een verkeersongeval, wanneer in hoofde van de vermoedelijke dader van het ongeval of van het slachtoffer indiciën van overtreding van artikel 28, eerste lid, of van artikel 29 van dez gecoördineerde wetten, of van het eerste artikel van de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap voorhanden zijn, een geneesheer opvorderen om op deze persoon een bloedproef te verrichten.

Artikel 55. Artikel 44bis, §§ 3 en 4, van het Wetboek van strafvordering, is van toepassing op de in artikel 54 bedoelde bloedproef.

HOOFDSTUK II. - EVENTUEEL VERVAL VAN DE PUBLIEKE VORDERING MITS DE ONMIDDELLIJKE BETALING VAN EEN GELDSOM.

Artikel 56. § 1. Wanneer een der speciaal door de Koning aangewezen overtredingen van verkeersreglementen wordt vastgesteld door de ambtenaren en agenten die tot een der door hem bepaalde categorieën behoren en door de procureur-generaal bij het Hof van beroep daartoe individueel gemachtigd zijn, kunnen zij, met instemming van de overtreder en behalve wanneer het feit schade aan derden heeft veroorzaakt, onmiddellijk een som heffen, waarvan het bedrag niet groter mag zijn dan de hoogste geldboete die op die overtreding staat, en de heffingsmodaliteiten door de Koning worden bepaald.

./.

Artikel 54 : artikel 4bis, eerste lid, ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 4 van de wet van 15 april 1958.

De verwijzing "van artikel 2-3, eerste lid, van artikel 2-4" werd vervangen door de verwijzing "van artikel 28, eerste lid, of van artikel 29 van deze gecoördineerde wetten".

Artikel 55 : artikel 4ter ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 4 van de wet van 15 april 1958.

De woorden "het vorig artikel" werden vervangen door de verwijzing "artikel 54".

Artikel 56 : artikel 4quater ingevoegd in de wet van 1 augustus 1899 door artikel 9 van de wet van 15 april 1964.
In § 1, derde lid, werd het woord "boete" vervangen door het woord "geldboete".

Door onmiddellijke betaling vervalt de publieke vordering, tenzij de bevoegde ambtenaar van het openbaar ministerie binnen een maand te rekenen van de dag van de betaling de betrokkene kennis geeft van zijn voornemen, die vordering in te stellen.

Leidt die vordering tot veroordeling van de betrokkene, dan wordt de betaalde som afgetrokken van de aan de Staat verschuldigde gerechtskosten en van de uitgesproken geldboete; het eventueel overschot wordt terugbetaald.

In geval van voorwaardelijke veroordeling of van vrijspraak wordt de betaalde som teruggegeven.

De kennisgeving, bedoeld in het tweede lid, geschiedt bij een ter post aangetekende brief. Zij wordt geacht te zijn gedaan de eerste werkdag na de dag van afgifte ter post.

§ 2. De bepalingen van § 1 vinden geen toepassing wanneer de overtreding wordt begaan door een militair die zich verplaatst voor de behoeften van de dienst, of door een van de personen bedoeld in de artikelen 479 en 483 van het Wetboek van Strafvordering, in artikel 10 van de wet van 20 april 1810 op de rechterlijke organisatie en de rechtsbedeling en in artikel 57 van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958.

HOOFDSTUK III. - SCHADEVERGOEDINGEN.

Artikel 57. De bij deze gecoördineerde wetten bepaalde straffen worden toegepast, behoudens de te verlenen schadevergoedingen, zo er grond voor is.

HOOFDSTUK IV. - BURGERLIJK VERANTWOORDELIJKE PERSONEN.

Artikel 58. De personen die, overeenkomstig artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek, burgerlijk verantwoordelijk zijn voor de schadevergoedingen en de onkosten, zijn ins-

./.

Artikel 57 : artikel 3 van de wet van 1 augustus 1899.

Het woord "wet" werd vervangen door de woorden "gecoördineerde wetten".

Artikel 58 : artikel 6 van de wet van 1 augustus 1899; het woord "boete" werd vervangen door het woord "geldboete".

gelijks aansprakelijk voor de geldboete. Worden met die personen gelijkgesteld : de echtgenoot, wat betreft de misdrijven door zijn vrouw gepleegd ; de voogd, wat betreft de misdrijven begaan door zijn niet gehuwde, bij hem inwonende pleegkinderen.

HOOFDSTUK V. VERJARING.

Artikel 59. De openbare rechtsvordering en de burgerlijke eis, voortspruitend uit een misdrijf tegen deze gecoördineerde wetten en de verordeningen betreffende de politie over het wegverkeer, vervallen na verloop van een jaar, te rekenen van de dag waarop het misdrijf werd begaan.

Artikel 59 : artikel 7 van de wet van 1 augustus 1899 ; de woorden "de wet en de verordeningen betreffende de politie op het vervoer" werden vervangen door de woorden "deze gecoördineerde wetten en de verordeningen betreffende de politie over het wegverkeer".

A N N E X E I

à la coordination :

PLAN DE LA COORDINATION.

B I J L A G E I

van de coördinatie :

PLAN VAN DE COÖRDINATIE.

TABLE DES MATIERES.

Titre premier. Réglementation.

Chapitre premier.	Règlements généraux	art. 1er
Chapitre II.	Règlements complémentaires	art. 2 à 8
Chapitre III.	Epreuves et compétitions sportives	art. 9
Chapitre IV.	Injonctions des agents qualifiés	art.10
Chapitre V.	Publication	art.11
Chapitre VI.	Régime propre aux autoroutes	art.12.

Titre II. Signalisation.

Chapitre premier. Placement.

Section première.	Règles générales	art.13
Section II.	Obstacles et chantiers	art.14
Section III.	Passages à niveau et traversées de chemin de fer	art.15
Section IV.	Zones de douane	art.16
Chapitre II.	Charges de la signalisation	art.17
Chapitre III.	Exécution d'office des travaux de signalisation	art.18

Titre III. Permis de conduire et licence d'apprentissage.

Chapitre premier.	Règles générales	art.19 et 20
Chapitre II.	Permis de conduire	art.21 et 22
Chapitre III.	Licence d'apprentissage	art.23
Chapitre IV.	Dispositions communes	art.24 et 25.

Titre IV. Dispositions pénales et mesures de sûreté.

Chapitre premier.	Infractions	art.26 à 36
Chapitre II.	Déchéance du droit de conduire	
Section première.	Déchéance prononcée à titre de peine	art.37 à 42
Section II.	Déchéance prononcée pour cause d'incapacité physique	art.43 à 45
Section III.	Dispositions communes	art.46 à 48
Chapitre III.	Retrait immédiat du permis de conduire et de la licence d'apprentissage	art.49 à 51
Chapitre IV.	Immobilisation temporaire et confiscation du véhicule.	art.52.

Titre V. Action publique et action civile.

Chapitre premier. Recherche et constatation des infractions art. 53 à 55

Chapitre II. Extinction éventuelle de l'action publique moyennant le payement immédiat d'une somme d'argent art. 56

Chapitre III. Dommages-intérêts art. 57

Chapitre IV. Personnes civilement responsables art. 58

Chapitre V. Prescription. art. 59

ANNEXES DE LA COORDINATION.

ANNEXE I. Plan de la coordination.

ANNEXE II. Dispositions non reprises.

ANNEXE III. Table de concordance.

INHOUDSTAFEL.

Titel I. Reglementering

Hoofdstuk I.	Algemene reglementen	art. 1
Hoofdstuk II.	Aanvullende reglementen	art. 2 tot 8
Hoofdstuk III.	Sportwedstrijden en sport-competities	art. 9
Hoofdstuk IV.	Uitdrukkelijke bevelen van de bevoegde personen	art.10
Hoofdstuk V.	Kennisgeving	art.11
Hoofdstuk VI.	Regime eigen aan de autosnel-wegen	art.12

Titel II. Signalisatie.

Hoofdstuk I.	Plaatsing	
Afdeling I.	Algemene regelen	art.13
Afdeling II.	Belemmeringen en werken	art.14
Afdeling III.	Overwegen en kruisingen met spoorwegen	art.15
Afdeling IV.	Douanezones	art.16
Hoofdstuk II.	Lasten van de signalisatie	art.17
Hoofdstuk III.	Uitvoering van ambtswege van de signalisatiewerken	art.18

Titel III. Rijbewijs en leervergunning.

Hoofdstuk I.	Algemene regelen	art. 19 en 20
Hoofdstuk II.	Rijbewijs	art. 21 en 22
Hoofdstuk III.	Leervergunning	art. 23
Hoofdstuk IV.	Gemeenschappelijke bepalingen	art. 24 en 25

Titel IV. Strafbepalingen en veiligheidsmaatregelen.

Hoofdstuk I.	Overtredingen	art. 26 tot 36
Hoofdstuk II.	Verval van recht tot het besturen	
Afdeling I.	Verval uitgesproken als straf	art. 37 tot 42
Afdeling II.	Verval uitgesproken wegens lichamelijke ongeschiktheid	art. 43 tot 45
Afdeling III.	Gemeenschappelijke bepalingen	art. 46 tot 48
Hoofdstuk III.	Onmiddellijke intrekking van het rijbewijs of de leervergunning	art. 49 tot 51
Hoofdstuk IV.	Tijdelijke oplegging en verbeurdverklaring van het voertuig	art. 52

Titel V. Publieke vordering en burgerlijke vordering.

Hoofdstuk I.	Opsporing en vaststelling der overtredingen	art. 53 tot 55
Hoofdstuk II.	Eventueel verval van de publieke vordering mits de onmiddellijke betaling van een geldsom	art. 56
Hoofdstuk III.	Schadevergoedingen	art. 57
Hoofdstuk IV.	Burgerlijke verantwoordelijke personen	art. 58
Hoofdstuk V.	Verjaring	art. 59

BIJLAGEN VAN DE COÖRDINATIE.

BIJLAGE I.	Plan van de coördinatie.
BIJLAGE II.	In de coördinatie niet opgenomen bepalingen.
BIJLAGE III.	Concordantietabel.

A N N E X E I I

à la coordination :

DISPOSITIONS NON REPRISES DANS LA COORDINATION.

B I J L A G E I I

van de coördinatie :

BEPALINGEN DIE NIET WERDEN OPGENOMEN IN DE COÖRDINATIE.

Ne sont pas repris dans la coordination :

1° loi du 1er août 1899 :

Art. 1er ter § 2 :

"§ 2. Sont, à titre transitoire, dispensées des examens prévus au § 1er, 2° et 4°, les personnes âgées de plus de 21 ans à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, qui introduisent leur demande dans les délais et dans les formes prévus par le Roi.

Pour bénéficier de cette dispense, ces personnes doivent souscrire une déclaration certifiant qu'elles n'ont pas été déchues du droit de conduire dans les cinq années précédant l'introduction de la demande, quelle que soit la durée de cette déchéance".

(Le § 2 de l'article 1er ter a été inséré dans la loi du 1er août 1899 par l'article 2 de la loi du 1er août 1963).

"Art. 8, § 1er. Sont abrogés, en tant qu'ils s'appliquent à la police du roulage et de la circulation :

1° la loi du 29 floréal, an X, celle du 7 ventôse, an XII, le décret du 13 août 1810, les lois du 24 mars 1838, du 25 mars 1838 et du 24 mars 1841 l'article 7 de la loi du 9 juillet 1875 sur les tramways, l'article 8 de la loi du 24 juin 1885 sur les chemins de fer vicinaux revisée et amendée, modifié par la loi du 20 juillet 1927, et les articles 1 et 3 de l'arrêté royal du 8 novembre 1853 ;

2° l'article 557, 1° et 2°, du Code pénal, en ce qu'il a de contraire aux règlements pris en exécution de la présente loi".

(L'article 8 a été remplacé par l'article 10 de la loi du 15 avril 1964 dont le texte est reproduit ci-dessus).

./..

"Disposition transitoire.

"Art. 9. La présente loi et l'arrêté royal portant le premier règlement général seront obligatoires trois mois après leur publication".

2° loi du 15 avril 1958 :

"Art. 7. Le Roi fixe le jour de l'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente loi".

3° loi du 1er août 1963 :

"Art. 12. Le Roi prend les mesures voulues pour assurer l'entrée en vigueur progressive des dispositions des articles 1er et 2. A cette fin, il fixera, et ce au besoin de façon distincte par catégories de véhicules ou de conducteurs, les dates à partir desquelles la détention et le port des permis de conduire ou des licences d'apprentissage deviendront obligatoires".

4° loi du 15 avril 1964 :

"Art. 11. La présente loi entre en vigueur le premier jour du septième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au Moniteur belge".

- - - -

Werden niet opgenomen in de gecoördineerde tekst :

1° wet van 1 augustus 1899:

Art. 1ter, § 2 :

"§ 2. Bij wijze van overgangsmaatregel worden van de in § 1, 2° en 4°, bedoelde examens vrijgesteld, de personen die, op de dag waarop deze wet in werking treedt, meer dan 21 jaar oud zijn en hun aanvraag indienen binnen de termijnen en in de vormen bepaald door de Koning.

Om van die vrijstelling te kunnen genieten moeten deze personen een verklaring ondertekenen waarin bevestigd wordt dat zij niet van het recht tot sturen vervallen zijn verklaard in de loop van de vijf jaar vóór de indiening van de aanvraag, ongeacht de duur van dat verval".

(§ 2 van artikel 1ter werd in de wet van 1 augustus 1899 ingevoegd door artikel 2 van de wet van 1 augustus 1963).

Art. 8, § 1.

Worden opgeheven, voor zover zij toepasselijk zijn op de politie van het vervoer en van het verkeer :

1° de wet van 29 floréal, jaar X, die van 7 ventôse, jaar XII, het decreet van 13 augustus 1810, de wetten van 24 maart 1838, 25 maart 1838 en 24 maart 1841, artikel 7 van de wet van 9 juli 1875 op de tramwegen, artikel 8 van de herziene en geamendeerde wet van 24 juni 1885 op de buurtspoorwegen, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1927, en de artikelen 1 en 3 van het koninklijk besluit van 8 november 1853 ;

2° artikel 557, 1° en 2°, van het Strafwetboek, voor zover het strijdig is met de reglementen genomen ter uitvoering van deze wet".

(artikel 8 werd vervangen door artikel 10 van de wet van 15 april 1964 waarvan de tekst hierboven).

"Overgangsbepaling.

"Art. 9. Deze wet en het koninklijk besluit houdende de eerste algemene verordening, zullen drie maanden na hun afkondiging verplichtend worden".

2° wet van 15 april 1958 :

"Art. 7. De Koning stelt de datum vast waarop de onderscheiden bepalingen van deze wet in werking treden".

3° wet van 1 augustus 1963 :

"Art. 12. De Koning neemt de gewenste maatregelen met het oog op de geleidelijke inwerkingtreding van de bepalingen van de artikelen 1 en 2. Daartoe bepaalt hij, en desnoods afzonderlijk per categorie van rijtuigen of van bestuurders, vanaf welke tijdstippen de bestuurders verplicht zijn het rijbewijs of de leervergunning te bezitten en bij zich te hebben".

4° wet van 15 april 1964 :

"Art. 11. Deze wet treedt in werking de eerste dag van de zevende maand die volgt op die waarin zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt".

- - - -

A N N E X E I I I

à la coordination :

TABLE DE CONCORDANCE.

B I J L A G E I I I

van de coördinatie :

CONCORDANTIETABEL.

TABLE DE CONCORDANCE

(donnant les références aux articles de la coordination)

A.

Loi du 1er août 1899.

art. 3	art. 57
art. 4, alinéas 1er et 3	art. 53, alinéas 1er et 3
art. 5	art. 8
art. 6	art. 58
art. 7	art. 59
art. 9	disposition non reprise

Loi du 15 avril 1958.

art. 3	art. 2-1	art. 26
	art. 2-2	art. 27
	art. 2-3	art. 28
	art. 2-4	art. 29
	art. 2-5	art. 30
	art. 2-6	art. 31
	art. 2-7, § 1er	art. 37
	§ 2	art. 38
	§ 3	art. 39
	§ 4	art. 40
	art. 2-9, § 1er	art. 43
	§ 2	art. 44
	§ 3	art. 45
	art. 2-8	art. 46
	art. 2-10	art. 41
	art. 2-11	art. 42
	art. 2-12, §§ 1er à 3	art. 52
	§ 4	art. 35
	art. 2-13	abrogé implicitement
art. 4	art. 4bis, alinéa 1er	art. 54
	alinéa 2	art. 36
	art. 4ter	art. 55

Loi du 1er août 1963.

art. 1er	art. 1er bis, § 1er	art. 19
	§ 2	art. 20
art. 2	art. 1er ter, § 1er	art. 21
	§ 2	disposition non reprise
	§ 3	art. 22
	§ 4	art. 23
	§ 5	art. 24
	§ 6	art. 25
art. 3	art. 2-2, alinéa 1er	art. 27 (version néerlandaise seulement)
art. 4	art. 2-14	art. 47
art. 5	art. 2-15	art. 48
art. 6	art. 2-16, § 1er	art. 49
	§ 2	art. 50
	§ 3	art. 51
art. 7	art. 2-17, § 1er	art. 32
	§ 2	art. 33
art. 8	art. 2-18	art. 34
art. 11	autorisation de coordination	
art. 12	disposition non reprise	

Loi du 15 avril 1964.

art. 1er	art. 1er, § 1er	art. 1er
	§ 2,al.1er et 2	art. 3
	§ 2,al.3,4,5 et 6	art. 4
	§ 3,al.1er à 5	art. 2
	§ 3, al. 6	art. 12
	§ 4, al. 1er	art. 6
	§ 4, al. 2	art. 16
	§ 5	art. 9
	§ 6	art. 10
	§ 7	art. 7

art. 2	art. 1er quater	art. 11
art. 3	art. 1er quinquies	art. 13
art. 4	art. 1er sexies	art. 14
art. 5	art. 1er septies	art. 15
art. 6	art. 1er octies	art. 17
art. 7	art. 1er nonies	art. 18
art. 8	art. 4, al. 2	art. 53, al. 2
art. 9	art. 4 quater	art. 56
art. 10	art. 8, § 1er § 2	disposition non reprise art. 5
art. 11	disposition non reprise	

- - - - - - - - -

loi du 1er août 1899	lois modificatives	coordination
art. 1er, § 1er	loi du 15 avril 1964, art. 1er	art. 1er
§ 2, al. 1er et 2	art. 1er	art. 3
§ 2, al. 3 à 6	art. 1er	art. 4
§ 3, al. 1er à 5	art. 1er	art. 2
§ 3, al. 6	art. 1er	art. 12
§ 4, al. 1er	art. 1er	art. 6
§ 4, al. 2	art. 1er	art. 16
§ 5	art. 1er	art. 9
§ 6	art. 1er	art. 10
§ 6	art. 1er	art. 7
art. 1er bis, § 1er	loi du 1er août 1963, art. 1er	art. 19
§ 2	art. 1er	art. 20
art. 1er ter, § 1er	loi du 1er août 1963, art. 2	art. 21
§ 2	art. 2	disposition non reprise
§ 3	art. 2	art. 22
§ 4	art. 2	art. 23
§ 5	art. 2	art. 24
§ 6	art. 2	art. 25
art. 1er quater	loi du 15 avril 1964, art. 2	art. 11
art. 1er quinquies	loi du 15 avril 1964, art. 3	art. 13
art. 1er sexies	loi du 15 avril 1964, art. 4	art. 14
art. 1er septies	loi du 15 avril 1964, art. 5	art. 15
art. 1er octies	loi du 15 avril 1964, art. 6	art. 17
art. 1er nonies	loi du 15 avril 1964, art. 7	art. 18
art. 2-1	loi du 15 avril 1958, art. 3	art. 26
art. 2-2	loi du 15 avril 1958, art. 3 et loi du 1er août 1963, art. 2 (version néerlandaise)	art. 27
art. 2-3	loi du 15 avril 1958, art. 3	art. 28
art. 2-4	loi du 15 avril 1958, art. 3	art. 29
art. 2-5	loi du 15 avril 1958, art. 3	art. 30
art. 2-6	loi du 15 avril 1958, art. 3	art. 31

art. 2-7, § 1er	loi du 15 avril 1958, art. 3	art. 37
§ 2	art. 3	art. 38
§ 3	art. 3	art. 39
§ 4	art. 3	art. 40
art. 2-8, § 1er	loi du 15 avril 1958, art. 3	art. 43
§ 2	art. 3	art. 44
§ 3	art. 3	art. 45
art. 2-9	loi du 15 avril 1958, art. 3	art. 46
art. 2-10	loi du 15 avril 1958, art. 3	art. 41
art. 2-11	loi du 15 avril 1958, art. 3	art. 42
art. 2-12, §§ 1er à 3	loi du 15 avril 1958, art. 3	art. 52
§ 4	art. 3	art. 35
art. 2-13	loi du 15 avril 1958, art. 3	abrogé implicitement
art. 2-14	loi du 1er août 1963, art. 4	art. 47
art. 2-15	loi du 1er août 1963, art. 5	art. 48
art. 2-16, § 1er	loi du 1er août 1963, art. 6	art. 49
§ 2	art. 6	art. 50
§ 3	art. 6	art. 51
art. 2-17, § 1er	loi du 1er août 1963, art. 7	art. 32
§ 2	art. 7	art. 33
art. 2-18	loi du 1er août 1963, art. 8	art. 34
art. 3	---	art. 57
art. 4	loi du 15 avril 1964, art. 8 (al. 2)	art. 53
art. 4bis, al. 1er	loi du 15 avril 1958, art. 4	art. 54
al. 2	art. 4	art. 36
art. 4ter	loi du 15 avril 1958, art. 4	art. 55
art. 4 quater	loi du 15 avril 1964, art. 9	art. 56
art. 5	---	art. 8
art. 6	---	art. 58
art. 7	---	art. 59
art. 8, § 1er	loi du 15 avril 1964, art. 10	disposition non reprise
§ 2	art. 10	art. 5
art. 9	---	disposition non reprise

CONCORDANTIETABEL.

(met aanduiding van de verwijzingen naar de artikelen van de coördinatie).

A.

Wet van 1 augustus 1899.

art. 3	:	art. 57
art. 4, eerste en derde lid	:	art. 53, eerste en derde lid
art. 5	:	art. 8
art. 6	:	art. 58
art. 7	:	art. 59
art. 9	:	niet opgenomen bepaling.

Wet van 15 april 1958.

art. 3	:	art. 2-1	: art. 26
	:	art. 2-2	: art. 27
	:	art. 2-3	: art. 28
	:	art. 2-4	: art. 29
	:	art. 2-5	: art. 30
	:	art. 2-6	: art. 31
	:	art. 2-7, § 1	: art. 37
	:	§ 2	: art. 38
	:	§ 3	: art. 39
	:	§ 4	: art. 40
	:		:
	:	art. 2-9, § 1	: art. 43
	:	§ 2	: art. 44
	:	§ 3	: art. 45
	:		:
	:	art. 2-8	: art. 46
	:	art. 2-10	: art. 41
	:	art. 2-11	: art. 42
	:	art. 2-12, §§ 1 tot 3	: art. 52
	:	§ 4	: art. 35
	:		:
	:	art. 2-13	: impliciet opgeheven
art. 4	:	art. 4bis, eerste lid	: art. 54
	:	tweede lid	: art. 36
	:	art. 4ter	: art. 55

Wet van 1 augustus 1963.

art. 1	art. 1bis, § 1	art. 19
	§ 2	art. 20
art. 2	art. 1ter, § 1	art. 21
	§ 2	niet opgenomen bepaling
	§ 3	art. 22
	§ 4	art. 23
	§ 5	art. 24
	§ 6	art. 25
art. 3	art. 2-2, eerste lid	art. 27 (uitsluitend Nederlandse versie)
art. 4	art. 2-14	art. 47
art. 5	art. 2-15	art. 48
art. 6	art. 2-16, § 1	art. 49
	§ 2	art. 50
	§ 3	art. 51
art. 7	art. 2-17, § 1	art. 32
	§ 2	art. 33
art. 8	art. 2-18	art. 34
art.11	machtiging tot coördinatie	
art.12	niet opgenomen bepaling	

Wet van 15 april 1964.

art. 1	art. 1, § 1	art. 1
	§ 2, eerste en tweede lid	art. 3
	§ 2, derde, vierde vijfde en zesde lid	art. 4
	§ 3, eerste tot vijfde lid	art. 2
	§ 3, zesde lid	art. 12
	§ 4, eerste lid	art. 6
	§ 4, tweede lid	art. 16
	§ 5	art. 9
	§ 6	art. 10
	§ 7	art. 7

art. 2	art. 1quater	art. 11
art. 3	art. 1quinquies	art. 13
art. 4	art. 1sexies	art. 14
art. 5	art. 1septies	art. 15
art. 6	art. 1octies	art. 17
art. 7	art. 1nonies	art. 18
art. 8	art. 4, tweede lid	art. 53, tweede lid
art. 9	art. 4quater	art. 56
art. 10	art. 8, § 1	niet opgenomen bepaling
	§ 2	art. 5
art. 11	niet opgenomen bepaling	

- - - - - - - -

B.

Wet van 1 augustus 1899	Wijzigende wetten	Coördinatie
art. 1,§ 1	wet van 15 april 1964,art.1	art. 1
§ 2,eerste en tweede lid	art.1	art. 3
§ 2,derde tot zesde lid	art.1	art. 4
§ 3,eerste tot vijfde lid	art.1	art. 2
§ 3,zesde lid	art.1	art.12
§ 4,eerste lid	art.1	art.6
§ 4,tweede lid	art.1	art.16
§ 5	art.1	art.9
§ 6	art.1	art.10
§ 6	art.1	art.7
art.1bis,§ 1	wet van 1 augustus 1963,art.1	art.19
§ 2	art.1	art.20
art.1ter,§ 1	wet van 1 augustus 1963,art.2	art.21
§ 2	art.2	niet opgenomen bepaling
§ 3	art.2	art.22
§ 4	art.2	art.23
§ 5	art.2	art.24
§ 6	art.2	art.25
art.1quater	wet van 15 april 1964, art.2	art.11
art.1quinquies	wet van 15 april 1964, art.3	art.13
art.1sexies	wet van 15 april 1964, art.4	art.14
art.1septies	wet van 15 april 1964, art.5	art.15
art.1octies	wet van 15 april 1964, art.6	art.17
art.1nonies	wet van 15 april 1964, art.7	art.18
art.2-1	wet van 15 april 1958, art.3	art.26
art.2-2	wet van 15 april 1958, art.3 en wet van 1 augustus 1963, art.2 (Nederlandse versie	art.27
art.2-3	wet van 15 april 1958, art.3	art.28
art.2-4	wet van 15 april 1958, art.3	art.29
art.2-5	wet van 15 april 1958, art.3	art.30
art.2-6	wet van 15 april 1958, art.3	art.31

art. 2-7, § 1	wet van 15 april 1958, art. 3	art. 37
§ 2	art. 3	art. 38
§ 3	art. 3	art. 39
§ 4	art. 3	art. 40
art. 2-8, § 1	wet van 15 april 1958, art. 3	art. 43
§ 2	art. 3	art. 44
§ 3	art. 3	art. 45
art. 2-9	wet van 15 april 1958, art. 3	art. 46
art. 2-10	wet van 15 april 1958, art. 3	art. 41
art. 2-11	wet van 15 april 1958, art. 3	art. 42
art. 2-12, §§ 1 tot 3	wet van 15 april 1958, art. 3	art. 52
§ 4	art. 3	art. 35
art. 2-13	wet van 15 april 1958, art. 3	impliciet opgeheven
art. 2-14	wet van 1 augustus 1963, art. 4	art. 47
art. 2-15	wet van 1 augustus 1963, art. 5	art. 48
art. 2-16, § 1	wet van 1 augustus 1963, art. 6	art. 49
§ 2	art. 6	art. 50
§ 3	art. 6	art. 51
art. 2-17, § 1	wet van 1 augustus 1963, art. 7	art. 32
§ 2	art. 7	art. 33
art. 2-18	wet van 1 augustus 1963, art. 8	art. 34
art. 3	--	art. 57
art. 4	wet van 15 april 1964, art. 8 (tweede lid)	art. 53
art. 4bis, eerste lid	wet van 15 april 1958, art. 4	art. 54
tweede lid	art. 4	art. 36
art. 4ter	wet van 15 april 1958, art. 4	art. 55
art. 4quater	wet van 15 april 1964, art. 9	art. 56
art. 5	--	art. 8
art. 6	--	art. 58
art. 7	--	art. 59
art. 8, § 1	wet van 15 april 1964, art. 10	niet opgenomen bepaling
§ 2	art. 10	art. 5
art. 9	--	niet opgenomen bepaling.

---

a chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
essieurs :	G.HOLOYE,	conseiller d'Etat,	président,
le Heren :		staatsraad,	voorzitter,
	G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat,	
	J.MASQUELIN,	staatsraden,	
	J.ROLAND,	assesseurs de la section de législation,	
	R.PIRSON,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.DE LEUZE,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.M.MEES, membre du Bureau de coordination et par M.J.COOLEN, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.M.MEES, lid van het Coördinatiebureau en door de H.J.COOLEN, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G.DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.HOLOYE.